

LE JUGE

chargé de suivre la procédure

(Décret-loi du 30 octobre 1935)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 20 mars 1936, à 14 h.

PAR

Michel BARBOT

Président : M. SOLUS, Professeur

<i>Suffragants</i>	{	MM. MOREL, ESMEIN.	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	-----------------------	---	--------------------

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES, 160

1936

LE JUGE
chargé de suivre la procédure

(Décret-loi du 30 octobre 1935)

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**



LE JUGE

chargé de suivre la procédure

(Décret-loi du 30 octobre 1935)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 20 mars 1936, à 14 h.

PAR

Michel BARBOT

Président : M. SOLUS, Professeur

<i>Suffragants</i>	{	MM. MOREL, ESMEIN.	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	-----------------------	---	--------------------

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES, 160

1936

INTRODUCTION

Notre procédure civile a été codifiée en 1806. Le Code de Procédure civile a donc aujourd'hui plus de 135 ans. Depuis le 14 avril 1806, date de sa promulgation, jusqu'au 30 octobre 1935, les attaques qu'il a subies n'ont pas cessé ; elles ont grandi avec le temps. Cependant, il a fallu une circonstance, sinon fortuite, du moins exceptionnelle, pour que l'on osât réformer ce code, le plus imparfait des codes français.

Et pourtant, le législateur de 1806 n'avait lui-même pas fait œuvre originale. Le Code de 1806 n'est, en effet, qu'une réédition, avec quelques modifications, il est vrai, de l'ordonnance de 1667 sur la « Procédure civile ». Les principes directeurs du Code de 1806 sont à peu de chose près les mêmes que ceux qui étaient à la base de l'ordonnance de 1667.

De 1806 à 1935, la réforme de la procédure civile a sans cesse été réclamée. Mais, alors que dans les autres branches du droit, les assemblées législatives montrèrent une grande activité, la réforme de la procédure échoua constamment.

Dès 1830, le parti républicain la plaça au premier rang de ses revendications, et la nécessité de reviser le Code de Procédure civile fut nettement affirmée en 1848 et 1849.

Une grande commission extra-parlementaire fut nommée en 1864. La guerre de 1870 interrompit ses travaux qui furent repris en 1883, et aboutirent, en 1894, à un important projet qui, déposé sur la tribune de la Chambre, ne fut jamais voté. En 1905 fut instituée une troisième commission qui se sépara en 1909 sans avoir pu aboutir. Une quatrième commission, créée en 1920, dut interrompre ses travaux devant l'indifférence que leur manifestait le Parlement. Enfin, en 1934, une dernière commission, la cinquième depuis 1848, fut constituée : elle avait pour mission de reviser le Code de Procédure civile ; ses travaux aboutirent au décret du 30 octobre 1935.

La question qui domina les travaux de ces cinq commissions fut celle du rôle qu'il fallait donner au juge au cours du procès. Si l'on examine en effet les différents systèmes de procédure civile que l'on rencontre aujourd'hui, on peut les classer en deux catégories : ceux qui laissent aux parties la direction la plus absolue de l'instance et ne donnent au juge qu'un rôle de spectateur du combat judiciaire, ceux au contraire qui font du magistrat le directeur de l'instance et lui donnent les pouvoirs les plus grands.

Notre Code entre dans la première catégorie : avec les principes de l'oralité, de la publicité, avec le caractère contradictoire de la procédure, le principe de la libre direction du procès par les parties tient une place prépondérante.

La commission extra-parlementaire de 1934 dont les travaux devaient aboutir au décret-loi du 30 octobre 1935 réformant certains articles du Code de Procédure civile, fut obligée d'envisager la question sous le

même angle que les précédentes commissions, et elle aboutit à un renforcement des pouvoirs donnés au juge.

Deux méthodes¹ se présentaient à elle pour aboutir à une réforme de la procédure. Une méthode radicale consistant à réformer de fond en comble les textes de 1806, et à rénover complètement les règles de la procédure en supprimant tous les obstacles qui s'opposent à une justice rapide et peu coûteuse. D'abord, abandonner purement et simplement le principe en vertu duquel le juge est le simple spectateur d'un procès dirigé par les parties et le remplacer par un principe nouveau, celui qui est aujourd'hui appliqué au Maroc et en Tunisie, le juge directeur de la procédure. Puis supprimer les intermédiaires qui séparent le juge du plaideur et qui ne se justifient que dans un système leur concédant le rôle de diriger la procédure. Seuls les avocats, conseils des parties, devraient être conservés.

Une telle méthode se heurtait à bien des obstacles. Il était en premier lieu difficile de confier au juge l'entière direction de l'instance. La justice peut sans doute être considérée comme un service public, mais il ne faut pas perdre de vue que dans un procès civil, seuls sont en jeu des intérêts purement privés. Sans doute, la procédure administrative, dont on est d'accord pour reconnaître les mérites, laisse au juge la direction du procès, mais il n'y a là qu'un point imparfait de comparaison ; les intérêts qui s'opposent dans un procès administratif ne sont pas purement privés. L'Etat étant toujours l'un des plaideurs.

En second lieu, confier au juge la direction de

1. M. Henry Solus. *Revue des vivants*, mai 1935.

l'instance, c'est faire encourir au magistrat de graves responsabilités et lui donner un surcroît de travail considérable, qui étant donné le nombre excessivement restreint des magistrats, ne leur permettrait pas d'accomplir leur tâche utilement.

Enfin, la suppression des officiers ministériels, pour souhaitable qu'elle puisse être, est une réforme de réalisation impossible : elle suppose, en effet, le rachat des charges, opération purement financière qui ne peut être envisagée en l'état actuel de nos finances.

Une méthode moins ambitieuse se présentait aux commissaires de 1934 qui l'ont adoptée. Elle consistait, tout en conservant le cadre et l'esprit de notre procédure, à la rajeunir sur bien des points. Sans supprimer les officiers ministériels et en conservant les principes directeurs du Code de 1806, le décret-loi a créé un juge chargé de suivre la procédure et a ainsi établi une juste transition entre le principe de la liberté des parties et celui de la direction du procès par le juge.

Division

Nous diviserons notre étude en deux parties :

Dans un titre premier nous ferons une étude théorique et critique des différentes fonctions du juge chargé de suivre la procédure.

Dans un titre II nous examinerons le rôle du magistrat directeur de la Procédure, en Alsace-Lorraine, au Maroc et en Tunisie.

Titre Premier

Le juge chargé de suivre la procédure

TITRE PREMIER

Le juge chargé de suivre la procédure

Le juge chargé de suivre la procédure, aux termes du décret du 30 octobre 1935 manifestera son activité tout au long de l'instance. Le décret-loi lui reconnaît cinq fonctions que nous examinerons dans cinq chapitres :

Chapitre I. — Surveiller la procédure ;

Chapitre II. — Ordonner des mesures d'information et statuer sur l'exception de communication de pièces et sur les demandes de provision *ad litem* ;

Chapitre III. — Convoquer les parties en conciliation ;

Chapitre IV. — Convoquer les parties et les avocats qui l'auront demandé à l'effet de renvoyer l'affaire à l'audience ;

Chapitre V. — Enfin présenter, le jour de l'audience, un rapport sommaire sur l'objet de la demande, l'état de la procédure, les conclusions et les moyens des parties.

CHAPITRE PREMIER

PREMIÈRE FONCTION DU JUGE CHARGÉ DE SUIVRE LA PROCÉDURE : SURVEILLER LA PROCÉDURE

I. Etude théorique.

De cette première fonction découlent toutes les autres. Avant le décret-loi ¹, nous le savons, les parties avaient la plus entière liberté. Le juge ne connaissait l'affaire qu'au moment où elle était plaidée devant lui. Le décret-loi lui donne la possibilité de connaître le procès dès son origine jusqu'à sa fin : de là tentative de conciliation jusqu'au jugement.

La circulaire du Ministère de la Justice, en date du 30 novembre 1935, s'exprime ainsi ² : « La première de ces fonctions consiste à surveiller la procédure. Cette surveillance, destinée avant tout à éviter les retards injustifiés et à rendre plus rapide la marche des affaires, doit être, de la part du magistrat, l'objet de soins particulièrement attentifs. La constitution, au Greffe, du dossier de procédure, lui permettra d'être constamment au courant de la marche de l'affaire. Il lui appartiendra, pour la suivre et pour l'activer, de faire preuve à la fois de vigilance et de fermeté. Il va de soi que rien ne s'op-

1. Aux termes de l'article 10 du titre VIII le présent décret entrera en vigueur le 1-12-35 et s'appliquera à tous les procès intentés depuis cette époque.

2. Voir les circulaires citées à l'appendice aux pages 80 et suiv.

pose, notamment pour certains litiges particulièrement importants ou difficiles, à ce que le président du tribunal soit chargé en personne de suivre la procédure ».

Aux termes de cette circulaire, trois points semblent particulièrement importants pour le législateur :

a. Le but même de l'institution : la surveillance du juge devra permettre d'accélérer la procédure. Une impulsion nouvelle sera donnée aux plaideurs et aux tribunaux. Le législateur estime que pour aboutir à des résultats sensibles le juge devra faire preuve de fermeté.

b. Ce but sera plus facilement atteint par la constitution au Greffe du dossier de procédure créé par le décret du 30 octobre 1935, et qui permettra au juge, quand il le désirera, de savoir où en est l'affaire dont il a la surveillance. Cette consultation facilitée du dossier de l'affaire remédiera à l'inconvénient de la liberté laissée aux parties. Et, si le juge veut vraiment étudier l'affaire, il aura toute facilité pour le faire ayant un dossier personnel à sa disposition.

c. Si cependant la responsabilité du juge paraît trop lourde, si l'affaire est d'une importance exceptionnelle, et soulève des points de droit délicats, le président du tribunal peut être lui-même désigné pour suivre la procédure, ce qui donnera à la fonction du juge chargé de suivre la procédure une autorité accrue.

Cette surveillance de la procédure par le juge permettra de limiter certains des inconvénients qui résultent de la libre direction du procès par les parties. Il semble en effet que de ce principe découlent les lenteurs et les frais de la justice actuelle.

Le juge pourra donc examiner à tout moment si la

procédure n'est pas volontairement entravée par une partie dont l'intérêt exige une décision tardivement rendue et le maintien du *statu quo*. Cette surveillance du juge sera facilitée par la création au Greffe d'un dossier pour chaque instance, dossier auquel, en même temps que les décisions du juge chargé de suivre la procédure, seront consignés tous les actes de procédure.

Ce dossier est créé par l'article 82 a.

« **Article 82 a.** — Il sera tenu au Greffe de chaque tribunal un registre sur lequel seront inscrites toutes les affaires portées devant le tribunal.

« Passé le délai de l'assignation, l'avoué du demandeur déposera au Greffe du tribunal copie de la demande et requerra l'inscription sur ce registre ; faute par lui de ce faire, l'avoué du défendeur pourra procéder lui-même à ces dépôts et réquisitions d'inscription.

« Dans le cas où l'assignation aurait été délivrée à bref délai, l'inscription pourra être requise par l'avoué du demandeur avant l'échéance du délai de cette assignation.

« En marge de cette inscription le président du tribunal — ou celui de la Chambre à laquelle l'affaire aura été au préalable distribuée — indiquera le nom du magistrat qui sera chargé de suivre la procédure et le jour auquel l'affaire sera appelée ».

« **Article 82 b.** — Il sera établi au Greffe de chaque tribunal un dossier par affaire inscrite au rôle et qui portera les noms et domiciles des parties, les noms de leurs avoués et, s'il y a lieu, de leurs avocats, le numéro de la date de la mise au rôle.

« Seront déposées dans ce dossier et quotées par le greffier :

« La copie certifiée par l'avoué qui aura requis la mise au rôle de l'exploit d'assignation :

« Les conclusions échangées portant la date de leur signification et celle de leur dépôt après qu'elles auront été soumises au visa du président du tribunal ;

« Les notes jointes à l'appui, s'il en est ;

« La copie sur papier libre des décisions prises par le juge chargé de suivre la procédure ;

« La copie des procès-verbaux ou rapports dressés en exécution de ces décisions ou de jugements ;

« La copie des jugements rendus par le tribunal.

« Il sera dressé un bordereau sur lequel mention sera faite par le greffier, au fur et à mesure et à la date de la remise qui lui en sera faite, du dépôt de chacun des documents indiqués au paragraphe précédent.

« Mention sera faite également des remises de causes accordées à l'audience.

« Si l'affaire est l'objet d'un appel ou d'un pourvoi en cassation, le dossier sera transmis au premier président de la juridiction saisie, dès que celui-ci en aura fait la demande.

« Le dossier fera ensuite retour au Greffe du tribunal. Il y sera ajouté, par le greffier de la juridiction qui aura statué, une copie de la décision intervenue ».

L'article 82 a ainsi créé au Greffe de chaque tribunal « un registre sur lequel seront inscrites toutes les affaires portées devant le tribunal ». Cette réforme ne se comprend qu'en étudiant celle de l'article 82 *b* qui établit un dossier par affaire inscrite au rôle : le dossier du tribunal pour chaque affaire.

II. *Etude critique.*

La réforme se justifie rationnellement. L'application stricte du principe de la libre direction de l'instance par les parties leur permettait, avant que l'affaire ne soit soumise au juge, d'échanger un très grand nombre d'actes de procédure. Les parties se constituaient ainsi un dossier. Seul le juge n'en avait pas. Lorsque l'affaire lui était soumise pour qu'il rende sa décision, il en prenait connaissance souvent pour la première fois. C'était pousser trop loin et le principe de l'oralité puisque l'on comptait sur les seules plaidoiries pour éclairer le juge, et celui de la liberté des parties. Le décret décide que le tribunal aura le dossier de l'affaire.

Cette immixtion du juge dans une procédure qui était autrefois purement privée, n'a pas été sans soulever maintes observations, et l'on a été jusqu'à se demander si le décret n'avait pas porté atteinte aux principes directeurs de notre procédure civile

Sans doute un procès civil est une affaire privée. Il est équitable, en conséquence, de laisser aux parties qui l'entament la libre disposition de leur litige. Il s'agit pour elles, en effet, de défendre des intérêts particuliers qui, en théorie tout au moins, ne portent pas atteinte aux droits supérieurs de la collectivité.

Dans une cause civile on ne rencontre pas cette réaction d'autodéfense de la société qui caractérise le procès-pénal où il s'agit, indépendamment des réparations civiles qui peuvent intervenir, pour la société, de se préserver en punissant un coupable. On comprend par conséquent que le rôle des magistrats dans le procès pénal soit prépondérant. Mandatés en quelque sorte par la collectivité lésée, ils ont pour mission de diriger

et de juger l'affaire pénale au mieux des intérêts de la société. Dans le procès pénal, depuis le début — l'inculpation du délinquant — jusqu'à la décision du juge, la procédure est entièrement dirigée par le magistrat. Sans doute la défense et l'inculpé lui-même sont garantis contre certains abus d'autorité et sur certains points sont limités les pouvoirs du magistrat. Mais cependant dans l'affaire pénale le juge est maître de l'instance. Et ceci est à ce point incontestable que le droit pénal, bien que régissant en fait les rapports des particuliers entre eux, est considéré comme faisant partie du droit public au même titre que le droit administratif et le droit constitutionnel.

Parti de cette considération exprimée plus haut que le procès civil est un simple rapport entre particuliers, on a voulu laisser à ces particuliers, la direction complète de leur affaire. En droit par conséquent, sans admettre que l'instance est un contrat, on peut cependant soutenir que les parties règlent, au cours du procès, leurs rapports d'une façon comparable à celles de deux contractants discutant les clauses d'une obligation. Les parties, en déployant toutes les combinaisons que rend possible, dans la majeure partie des cas, la multiplicité des règles de la procédure, paraissent aussi libres au cours des débats qu'elles le sont au moment de conclure un contrat. Et pourtant, est-il très justifié de séparer ainsi le procès pénal du procès civil, de faire entrer le droit pénal dans le droit public et de ranger la procédure dans le droit privé ? Les deux instances ne partent-elles pas d'un point de départ comparable, pour aboutir à une solution identique ? Un conflit de droit qui met aux prises la société et le délinquant

n'est-il pas, à une échelle supérieure sans doute, comparable au conflit qui met en présence devant le tribunal deux personnes qui se prétendent lésées dans leurs droits respectifs ? Et en définitive les deux instances n'aboutissent-elles pas à une solution analogue : l'intervention supérieure de la justice pour dire où est le droit. « Nous avons l'habitude », écrit Tissier¹, « de ranger les lois de procédure dans le droit privé. « C'est une vue incomplète. Il y a, il est vrai, dans les « lois de la procédure, des règles de droit privé, des dis- « positions complémentaires du droit civil ; mais les « formes de procédure imposées par la loi pour les liti- « ges soumis aux tribunaux établis par l'Etat, ne sont « pas plus des règles de droit privé que des lois d'orga- « nisation judiciaire ou de compétence. Sans doute la « réalisation des droits privés est laissée à l'initiative « des intéressés ; mais la lutte judiciaire à laquelle elle « donne lieu crée à certains égards des rapports de droit « public en ce qu'elle provoque l'intervention de l'Etat ; « les moyens à l'aide desquels cette intervention assurera « la réalisation du droit, les règles sur les jugements et « sur leur exécution sont, dans une grande mesure, « régis par le droit public. A mon avis, c'est bien dans « ce sens et en tenant compte de ces idées directrices « que devrait être conçue la réforme de la procédure. « Le procès n'étant plus considéré comme une lutte « dans laquelle le juge n'a pas à intervenir avant le jour « de la sentence, la procédure n'étant pas envisagée « comme créant des rapports de pur droit privé, on

1. *Revue Trimestrielle de Droit civil*, 1906, article de Tissier sur le centenaire du Code de Procédure civile et les projets de réformes, p. 652.

« serait amené à donner au juge un rôle plus actif, une initiative beaucoup plus grande ».

Ce vœu a été en grande partie réalisé par le décret du 30 octobre 1935 ; le juge chargé de suivre la procédure ne peut sans doute être comparé au magistrat directeur de la procédure qui existe dans certains pays. Mais il n'est pas douteux que des pouvoirs nouveaux ont été donnés au magistrat afin de remédier dans une certaine mesure aux lenteurs, aux frais, aux multiples inconvénients qui résulteraient de la libre direction du procès par les parties. Est-ce à dire que le décret a porté atteinte à ce principe ? Non, peut-on dire, ou du moins le législateur s'en défend.

La circulaire du Garde des Sceaux en date du 20 novembre 1935, s'exprime ainsi : « En apportant certaines retouches aux dispositions de notre Code de Procédure civile, le Gouvernement n'a entendu ni modifier le caractère général de la procédure, ni porter atteinte au rôle traditionnel des magistrats ni des collaborateurs de la Justice ».

CHAPITRE II

DEUXIÈME FONCTION DU JUGE CHARGÉ DE SUIVRE LA PROCÉDURE : ORDONNER DES MESURES D'INFORMATION ET STATUER SUR L'EXCEPTION DE COMMUNICATIONS DE PIÈCES OU SUR LES DEMANDES DE PROVI- VISION « AD LITEM »

I. Etude théorique.

Cette seconde fonction du magistrat consiste à ordonner des mesures d'information et à statuer sur l'exception de communication de pièces ou sur les demandes de provision *ad litem*. C'est la fonction principale du juge : celle qui lui permettra de véritablement donner à l'affaire plus de célérité et d'éviter des frais trop lourds.

L'article 83 c s'exprime ainsi dans son alinéa 1^{er} :

« Dans tous les cas et tout état de cause, les avocats des parties entendus ou appelés, le juge chargé de suivre la procédure pourra, sur la demande de l'une des parties, et sans préjudicier au principal, ordonner toutes mesures d'information sans préjudice de celles auxquelles pourra recourir ultérieurement le tribunal ».

Les pouvoirs donnés au juge sont très vastes : ordonner toutes mesures d'information. Mais ils sont limités

par ce fait qu'il ne peut prendre ces mesures que les avocats des parties entendus ou appelés.

Le juge peut ordonner toutes mesures d'instruction : une descente sur les lieux, une vérification d'écritures, une enquête, une expertise, un interrogatoire sur faits et articles. Ces mesures sont prises par le magistrat à une audience spéciale qu'il tient seul et dont il fixe lui-même l'heure et le jour (article 82 c, alinéa 3).

Le texte prend soin de noter que de telles mesures ne sauraient préjudicier au principal. Les ordonnances que prend ainsi le juge ont une place nettement à part. Elles ne doivent être considérées ni comme des décisions préparatoires, ni comme des décisions interlocutoires. Le législateur aurait, en classant les ordonnances du juge chargé de suivre la procédure dans l'une de ces deux catégories, singulièrement compliqué la tâche du magistrat. La décision du juge est une simple ordonnance qui, sans envisager le fond de l'instance, sans dire ni laisser préjuger le droit, ordonne purement et simplement une mesure d'instruction et ne lie pas le tribunal ¹.

La force exécutoire de ces décisions est grande, puisqu'elles ne sont pas susceptibles d'opposition (article 82 c, al. 4). Les parties ne peuvent par conséquent les rendre inefficaces par un emploi abusif de cette voie de recours. Seul un appel est possible, mais uniquement pour incompétence et excès de pouvoir. Ce qui, en restreignant singulièrement les cas d'appel, puisqu'ici il n'est question ni de la forme ni du fond de ces ordonnances, permettra au juge de donner à ses décisions l'autorité nécessaire à une bonne et rapide justice.

1. Ces décisions que prend le magistrat instructeur peuvent être comparées, dans une certaine mesure, aux décisions de preuve de l'article 358 de la Z.P.O., cf., *infra*, p. 42 et 43.

Le décret, tout en limitant les cas d'appel, a omis de dire le délai dans lequel l'appel devait être interjeté. Il s'est contenté d'exiger que l'appel soit vidé dans le délai d'un mois (article 82 *c in fine*). En l'absence de texte nous devons admettre que le délai d'appel de ces ordonnances est celui de droit commun : à savoir un mois à dater du jour où la décision est devenue définitive, c'est-à-dire ici à partir du jour où le juge a pris son ordonnance

Les mesures d'information que le juge, aux termes de l'article 82 *c* « pourra ... sans préjudicier au principal ... ordonner », ne pourront être prises, et c'est là le point essentiel, que sur la demande de l'une des parties et les avocats des parties entendus et appelés.

En dehors de ces mesures d'instruction, le décret du 30 octobre 1935 accorde au juge chargé de suivre la procédure deux pouvoirs spéciaux. Celui de statuer sur l'exception de l'article 188 du Code de Procédure civile et sur les demandes de provision *ad litem*.

L'exception prévue par l'article 188 est l'exception de non communication des pièces. La communication des pièces résulte du caractère contradictoire de la procédure. Le législateur, en vertu de ce principe supérieur, mentionné par la Déclaration des Droits de l'homme, en matière criminelle, et appliqué avec autant de certitude en matière civile, estime que toutes les pièces produites par l'une des parties doivent être communiquées à l'autre.

La procédure de la communication est longuement décrite par les articles 188 et suivants. L'article 188 pose le principe. L'article 189 indique les conditions dans lesquelles la communication des pièces devra être faite.

Le délai de la communication de pièces est fixé par les avoués eux-mêmes ou par le jugement qui l'ordonne, et en cas de refus, par l'une des parties, de communiquer, ses pièces, l'instance est suspendue jusqu'à ce que cette communication ait lieu.

Ici encore, par conséquent, en théorie seulement, il y avait matière à chicane et à frais. En pratique, heureusement, la procédure des articles 188 et suivants était rarement appliquée car avoués et avocats se communiquent amialement les pièces de leurs dossiers ; les sanctions compliquées de l'article 191 n'entraient donc pas en vigueur.

Quoiqu'il en soit, depuis le décret du 30 octobre 1935, le juge chargé de la procédure décide de la communication de pièces et statue sur elle comme il le fait pour les différentes autres mesures d'instruction qu'il peut ordonner.

Il statue aussi sur les demandes de provision *ad litem*. Il semble qu'il faille entendre les mots « provision *ad litem* » dans leur sens le plus large, à savoir : toute somme que l'avoué demande à son client de lui verser au début d'un procès afin d'en couvrir les frais éventuels. Cette somme est fixée par l'avoué lui-même, d'accord avec son client. En cas de contestation, la demande de provision *ad litem* était portée devant le tribunal qui statuait par un jugement.

II. *Etude critique.*

Sans nous étendre sur le rôle de l'avocat auquel est laissée toute son importance, puisque, quelle que soit la fonction qu'exerce le juge chargé de suivre la procédure, l'avocat doit ou peut toujours être convoqué, nous

pouvons nous demander si ces pouvoirs que le juge ne peut exercer qu'à la condition que les parties le veuillent bien, seront suffisants pour permettre l'accélération de la justice. Le juge se trouve à la disposition des parties : il ne peut prendre aucune initiative. Son rôle est donc extrêmement limité. Cependant le décret, même en restreignant ainsi le rôle de l'organisme nouveau qu'il a créé, a réalisé un pas vers une voie nouvelle : celle de la direction effective du procès par le juge. Sans porter atteinte à nos principes de procédure, en considérant le procès civil comme une affaire purement privée, en maintenant intacts et le principe de l'oralité et celui de la liberté des parties, il ne pouvait aller plus avant dans la voie de la réforme. Il a simplement voulu tirer le juge de sa passivité, il a voulu que, durant tout le procès, se fasse sentir la présence d'un juge chargé de suivre la procédure, magistrat devant connaître l'affaire. Ce qui permettra de recourir, quand il sera nécessaire, à sa juridiction pour la marche plus rapide de la procédure.

Tissier s'exprimait ainsi en parlant des réformes souhaitables de notre procédure¹ : « En premier lieu, un
« rôle plus actif doit être donné au juge dans l'instruction du procès. C'est au juge de vérifier l'existence et
« la capacité des parties, et, s'il y a lieu, des pouvoirs
« de leurs mandataires. De plus, c'est à lui, dès le début
« du procès, à décider si l'affaire comporte ou non une
« instruction ; et il lui appartient de diriger l'instruction
« reconnue utile, d'ordonner même d'office les mesures
« nécessaires, de surveiller et de compléter l'œuvre des
« parties dans la recherche des moyens de preuve. On
« ne peut sérieusement soutenir que la tâche du juge

1. Tissier, article cité.

« doit consister seulement à utiliser les seuls faits et les
« seules preuves que les parties lui apportent. On ne
« peut l'obliger à statuer sur des rapports fictifs, sur
« des faits incomplètement présentés, peut-être même
« complètement travestis, sur des situations chimériques.
« Le juge doit statuer sur les situations réellement exis-
« tantes, et il doit chercher à les connaître ; il doit assurer
« la satisfaction du droit et ne peut être tenu de juger
« sur ce qu'on lui soumet sans avoir aucun contrôle à
« exercer. Irait-on, dit Kohder, jusqu'à admettre que
« le juge soit tenu de statuer sur des titres faux, du
« moment que les parties sont d'accord pour les considé-
« rer comme vrais ? Les parties sont libres de ne point
« soumettre leur litige au juge ; si elles le soumettent,
« elles doivent le présenter tel qu'il existe réellement ;
« elles ne disposent pas des faits et des preuves. Il faut
« donc, en premier lieu, reconnaître que, devant les tri-
« bunaux civils comme devant les juridictions adminis-
« tratives, le juge doit avoir la direction du procès ».

On le voit, Tissier qui considérait que la procédure devait faire partie du droit public, n'hésitait pas à préconiser des réformes beaucoup plus radicales que celles qui ont été osées par le législateur du 30 octobre. Il ne faut évidemment pas se dissimuler que faire du magistrat le directeur de l'instance sera lui confier une très lourde tâche et l'obliger, dans certains cas, à prendre de très grandes responsabilités, mais ce ne sont pas là des considérations auxquelles il faille s'arrêter, du moment qu'elles tendent à une justice meilleure. Seul, l'argument d'après lequel un procès civil est affaire de simples particuliers et qu'en conséquence il est illogique et fâcheux de faire diriger le débat civil par un

fonctionnaire de l'Etat, semble avoir quelque valeur.

Tissier écrivait ¹ : « Un procès n'est pas tout à fait la
« chose des parties, du moins quand il est porté devant
« les juges. Sans doute les parties sont libres de faire
« valoir leurs droits en justice ; et quand une personne
« a introduit une instance, elle peut la faire cesser si
« elle est d'accord, à cet égard, avec son adversaire.
« Mais quand le procès est devant le tribunal, il n'est
« pas rationnel que les parties soient absolument maî-
« tresses de l'instruire à leur guise et libres de le faire
« venir le jour où il leur plaira... Quand le procès est
« soumis au tribunal, celui-ci, au nom de l'Etat, est
« chargé d'en assurer le prompt jugement. La direction
« exclusive de la procédure par les parties est une source
« inévitable de lenteurs ; on voit fréquemment, en effet,
« par suite de l'accord des parties, la remise d'une affaire
« rendre audience en tout ou en partie, inutile, et re-
« tarder par là même toutes les autres affaires. Les
« juges ne sont pas à ce point à la disposition des plai-
« deurs : l'emploi de leur temps ne doit pas dépendre de
« la volonté des avoués et des avocats. Il faut res-
« treindre les droits exagérés qu'on a laissés aux parties
« et donner au juge une plus grande autorité pour
« l'instruction et pour la marche du procès. Nous avons,
« en France, une conception trop individualiste de la
« procédure civile. On considère volontiers le procès
« comme un duel dans lequel les deux parties peuvent
« fixer le moment de la lutte et dans lequel aussi, chacun
« a le droit de profiter des fautes de son adversaire.
« Cette conception me paraît peu exacte. L'Etat doit
« assurer la justice ; il doit la procurer aussi rapide et

1. Tissier, article cité.

« aussi complète que possible : pour cela, il doit inter-
« venir dans l'instruction des procès. La direction exclu-
« sive des procès par les plaideurs est un des restes
« d'un Etat social qui a disparu : elle ne s'accorde pas
« avec le rôle actuel de l'Etat : il faut aujourd'hui,
« dans la justice civile, comme devant les tribunaux
« administratifs, accroître les pouvoirs de direction du
« juge ».

Le législateur, aux termes de la circulaire du 30 novembre 1935, attend de grands résultats des pouvoirs qu'il a ainsi conférés au juge, et il marque nettement, une fois de plus, qu'il n'a pas entendu porter atteinte aux principes directeurs du Code de Procédure civile :

« La seconde fonction du magistrat ainsi désigné
« consiste à ordonner des mesures d'information et à
« statuer sur l'exception de communication de pièces
« ou sur les demandes de provision *ad litem*. Il y a là
« une réforme très utile, et proposée du reste par presque
« tous les chefs de cours dans les suggestions qui leur
« avaient été demandées en vue d'une révision éventuelle
« du Code de 1806. L'article 82 c, respectueux des prin-
« cipes généraux sur la conduite de la procédure, rap-
« pelle que les mesures d'instruction ne pourront être
« ordonnées que sur la demande des parties et les avo-
« cats de celles-ci entendus ou appelés. Cette règle
« doit se combiner avec le rôle général du juge
« chargé de surveiller la marche de l'affaire et j'estime
« qu'il sera du devoir du magistrat, toutes les fois qu'il
« l'estimera utile, de suggérer aux représentants des
« parties et à leurs avocats d'user, dans un but de célé-
« rité, de la faculté que leur reconnaît le décret du
« 30 octobre ».

CHAPITRE III

TROISIEME FONCTION DU JUGE CHARGÉ DE SUIVRE LA PROCÉDURE : LA TENTATIVE DE CONCILIATION

I. Etude théorique.

Le Code de Procédure civile exige que, devant certaines juridictions, l'instance soit précédée d'une tentative de conciliation en présence d'un magistrat. Devant le tribunal de première instance le Code de Procédure civile (article 48) soumet à la tentative de conciliation : « Toute demande principale introductive d'instance entre parties capables de transiger et sur des objets qui peuvent être la matière d'une transaction ». Le juge compétent en matière de conciliation est, aux termes de la loi, le juge de paix. L'article 49 énumère les demandes qui sont dispensées de préliminaires de conciliation. Parmi elles, il faut surtout retenir les demandes qui requièrent célérité. Le caractère de célérité est laissé à l'appréciation du juge, et c'est là le moyen par lequel, chaque jour davantage, les plaideurs échappent à cette formalité. L'avoué du demandeur présente sa requête au président en invoquant l'urgence et en

demandant d'assigner à bref délai. Le président rend une ordonnance accordant l'autorisation sollicitée et la tentative de conciliation est ainsi évitée.

L'article 58bis du décret s'exprime en ces termes :

« **Article 58bis.** — En tout état de cause, les parties pourront être convoquées en personne par le juge chargé de suivre la procédure, en vue d'une nouvelle tentative de conciliation.

« La même faculté appartiendra au tribunal en Chambre du Conseil.

« Le procès-verbal de conciliation aura les mêmes effets que ceux prévus de l'article 54, alinéa 2, ci-dessus ».

Cet article renforce la tentative de conciliation déjà existante dans le Code de Procédure.

Le juge chargé de suivre la procédure et le tribunal entier, si l'importance de l'affaire l'exigent, peuvent convoquer les parties en tout état de cause. Et comme, d'une part, dans les cas où auparavant les parties pouvaient éviter cette formalité en invoquant l'urgence, il faut aujourd'hui qu'elles donnent des motifs suffisants pour que le président du tribunal puisse la décréter (article 1^{er} du décret-loi complétant l'article 49 du Code de Procédure civile), et que, d'autre part, le procès-verbal de conciliation a force exécutoire (article 1^{er} du décret-loi modifiant l'article 54 alinéa 2 du Code de Procédure civile), si les juges se montrent fermes dans l'application de ces mesures, on peut fonder sur elles de grands espoirs.

II. *Etude critique.*

Créée sous la Constituante la tentative de conciliation avait pour but d'abréger les procès, de les éviter même,

en mettant les parties en face l'une de l'autre pour qu'elles puissent examiner, sous le contrôle d'un juge, la valeur de leurs prétentions respectives. Pour faciliter même cet échange de vues, la tentative de conciliation avait été confiée au juge de paix; et cependant, les statistiques et la pratique en montrent chaque jour l'inutilité. Les parties s'en désintéressent. Le juge lui-même tend à l'éviter en décidant, comme il peut le faire, que l'affaire requiert célérité.

Le législateur du 30 octobre se trouvait donc en face d'une alternative : ou supprimer purement et simplement la conciliation ou la renforcer. Il a choisi cette dernière voie. On ne peut que l'en louer. Si, en effet, la tentative de conciliation se montrait vaine, c'est qu'elle était faussée dès son principe. Pour se concilier, il faut d'abord savoir exactement ce sur quoi on désire le faire. Or, dès le début d'un procès, les droits respectifs des parties ne sont pas encore fermement établis et il est bien rare qu'en bonne foi, ces parties sachent exactement quelle est la valeur juridique de leurs prétentions. Il fallait donc permettre au juge de convoquer en conciliation les parties une fois le procès commencé, quand il l'estimerait utile. C'est ce qu'a fait le décret du 30 octobre.

Le magistrat n'a pas à consulter les parties, ni leurs avocats, ni leurs avoués. S'il estime que le procès est arrivé à un point de son évolution qui permet d'envisager la possibilité d'une conciliation, il convoque les parties en conciliation purement et simplement.

Le législateur a tenu, cependant, à ne pas écarter complètement les avocats et les avoués de ces tentatives de conciliation en cours d'instance. Il n'a pas voulu que soit sacrifiée l'oralité du débat. La circulaire du 20 novem-

bre s'exprime ainsi : « Notre procédure présente depuis
« longtemps ce double caractère d'être dirigée par les
« parties elles-mêmes que représentent leurs mandataires
« légaux, les avoués, et d'aboutir à un débat oral et
« contradictoire au cours duquel va se former la conviction du juge. C'est par ce débat que se dégage la
« physionomie réelle du procès ; ce sont les plaidoiries
« qui doivent attirer l'attention des magistrats sur les
« points essentiels du litige. Le caractère oral de la
« procédure est, à cet égard, comme on l'a remarqué
« souvent, la garantie d'une bonne administration de la
« justice ». Et la circulaire ajoute en conséquence :
« Il faut de même décider que, lors de la tentative de
« conciliation en cours d'instance prévue par l'article 58bis, les parties pourront toujours être assistées
« de leurs conseils ».

La tentative de conciliation sera donc toujours un véritable débat au cours duquel le juge écoutera les arguments respectifs des parties et essaiera d'aboutir, en confrontant ces arguments, à une conciliation.

CHAPITRE IV

QUATRIÈME FONCTION DU JUGE CHARGÉ DE SUIVRE LA PROCÉDURE : RENOI DE L'AFFAIRE A L'AUDIENCE

I. Etude théorique.

Cette fonction du juge chargé de suivre la procédure découle de l'article 82 d alinéa 2 :

« **Article 82 d alinéa 2.** — A l'expiration des délais prévus par les articles ci-dessus, le président ou le juge chargé de suivre la procédure convoquera les avoués de la cause, ainsi que les avocats qui l'auront demandé. Il renverra à la plus prochaine audience, pour être plaidée par observations les affaires présentant une urgence particulière et comportant un débat restreint, et notamment celles pour lesquelles la loi dispose qu'elles seront jugées sommairement. Les autres affaires seront appelées à leur tour dans l'ordre du rôle. Mention sera faite au dossier de la décision du juge à cet égard ».

Le juge chargé de suivre la procédure convoque donc les avoués et les avocats, pour renvoyer l'affaire à la plus prochaine audience. Cette convocation se fait à l'expiration des délais prévus « par les articles ci-dessus »,

c'est-à-dire une fois l'affaire régulièrement inscrite sur les registres du greffe.

Le texte distingue entre deux sortes d'affaires : les affaires présentant une urgence particulières ou comportant un débat restreint et les affaires déclarées sommaires par la loi. Les affaires de plus d'importance sont appelées à leur tour et dans l'ordre du rôle. Le juge a donc un pouvoir d'appréciation considérable et son activité devra tendre à faire juger le plus rapidement possible les procès. Il n'est pas nécessaire, aux termes du décret, pour qu'une affaire soit renvoyée « à la plus prochaine audience » qu'elle soit déclarée sommaire par la loi. Si le juge estime, ou que l'affaire est simple, ou qu'elle est urgente, il peut user du pouvoir que lui confère l'article 82 *d*. Cependant, on pouvait être amené à penser, par un raisonnement *a contrario*, qu'une affaire entrant dans la catégorie des affaires sommaires ne pourrait qu'être renvoyée à la plus prochaine audience. Le législateur ne le pense pas ainsi, et la circulaire du Ministre de la Justice, en date du 30 novembre 1935, s'exprime en ces termes : « A l'expiration des délais prévus par le « titre 2, le président ou le juge chargé de suivre la pro- « cédure convoque les avoués des parties et les avocats « qui l'auront demandé à l'effet de renvoyer l'affaire à « l'audience. C'est là la troisième fonction du magistrat « désigné pour surveiller la marche du procès. Le magis- « trat, dans l'application du texte, ne doit pas oublier « que cette disposition a pour objet de permettre une « plus rapide expédition des litiges mais aussi une meil- « leure administration de la justice. Il se peut qu'en « fait une telle affaire, pourtant réputée sommaire « par la loi, soit susceptible de donner lieu à un débat

« important et ne puisse être renvoyée à la prochaine
« audience pour y être plaidée par observation. La
« connaissance que le juge a déjà acquise du dossier et
« les observations des avoués le mettront à même de
« donner à la procédure la suite la plus favorable aux
« intérêts des justiciables ».

II. *Etude critique.*

Bien que le texte ne l'exprime pas, on doit, semble-t-il, admettre que le juge, pour décider du renvoi à l'audience, le fera par une ordonnance analogue à celles qu'il rend pour faire procéder à une mesure d'instruction.

L'audience choisie par le juge chargé de suivre la procédure sera mentionnée au dossier. Avant le décret du 30 octobre le renvoi à l'audience était décidé par le tribunal. On peut espérer de la réforme du décret que la vigilance du juge chargé de suivre la procédure permettra d'éviter que des affaires attendent leur tour de rôle avant d'être appelées à l'audience dans des cas où il serait préférable qu'elles fussent, en raison de leur caractère, plus rapidement jugées.

Cette décision, aux termes même de l'article 82 *d*, ne peut être prise par le juge que les avocats et les avoués des parties entendus ou appelés. L'audition nécessaire des avocats et des avoués restreint donc, dans une certaine mesure, le pouvoir du juge. Le décret, cependant, enlève aux parties le droit qu'elles prenaient de faire plaider l'affaire à l'audience qui leur convenait. C'était là, sans aucun doute, un des abus les plus étonnants du principe de la libre direction de l'instance par les parties.

En 1906, Tissier déplorait déjà le temps nécessaire à

la venue des affaires à l'audience¹ « ... Les affaires ne
« viennent à l'audience que longtemps après le jour où
« elles ont été engagées ; elles restent de longs mois
« enfouies dans les études des avoués et les cabinets des
« avocats. Il y a toujours en France une dette flottante
« de la justice, un arriéré lamentable auquel on ne
« s'efforce pas assez énergiquement de mettre fin ;
« dans les Cours d'appel plus de la moitié des affaires
« durent plus de six mois ; 31 %, plus d'un an ; les distri-
« butions par voie d'ordre durent en moyenne plus d'un
« an. Ce sont là des abus fâcheux ; rien ne saurait justi-
« fier une pareille lenteur ». Et Tissier citait Bellot :
« Temps perdu, dépense augmentée ; agonie prolongée
« du plaideur ; haine des parties entretenue, droits éva-
« nous, ruine consommée par l'attente, transactions
« arrachées à la détresse, projets de la fraude réalisée,
« jugement devenu sans objet, exécution paralysée
« d'avance, telles sont les suites funestes d'une justice
« habituellement tardive ; elles équivalent, peu s'en
« faut, au mal même de l'injustice ». Et Tissier ajoutait :
« Le projet de 1894 atteste quelques sérieux efforts en
« vue d'accélérer la marche des procédures. Mais il
« faudra, pour y arriver, des dispositions plus énergiques ;
« des sanctions plus sévères ; depuis bien des siècles on
« a édicté des règles pour arriver à l'abréviation des
« procès ; le Code de procédure et le décret du
« 30 mars 1808 contiennent eux-mêmes des dispositions
« qui, à la lecture, paraissent suffisantes, elles n'ont pas
« empêché le mal. Le seul remède efficace est d'armer
« le juge d'une forte autorité et de le charger de prendre

1. Tissier, article cité.

« les mesures utiles pour hâter la solution du procès »¹.

Si une application stricte du décret est faite par le magistrat on peut en espérer un allègement considérable du rôle et une réelle diminution de cette dette flottante de la justice, de cet arriéré lamentable dont parlait Tissier.

1. Tissier, article cité.

CHAPITRE V

CINQUIÈME FONCTION DU JUGE CHARGÉ DE SUIVRE LA PROCÉDURE : LE RAPPORT

I. Etude théorique.

Enfin, l'article 82 *e* du décret fixe la dernière fonction du juge chargé de suivre la procédure.

« **Article 82 e.** — Le jour de l'audience, et avant les plaidoiries, la parole sera donnée au juge chargé de suivre la procédure. Ce magistrat, sans faire connaître son avis, présentera un rapport sommaire sur l'objet de la demande, l'état de la procédure, les conclusions et les moyens des parties ».

L'activité du magistrat chargé de suivre la procédure se manifeste enfin le jour de l'audience par un rapport qu'il fait au tribunal. Ce rapport, aux termes mêmes du décret, consiste simplement en un exposé bref et objectif de la marche de la procédure depuis l'ajournement jusqu'à l'audience, destiné à éclairer le tribunal sur les difficultés qui ont pu se produire.

Ici encore on ne peut que se louer de la réforme. Ce rapport ne doit évidemment pas dispenser le tribunal

de consulter le dossier, mais il lui permettra de ne pas perdre, dans l'examen de formalités de procédure, qui ont pu être compliquées, un temps précieux. Il lui sera d'autant plus facile d'ailleurs de se faire une idée exacte de la cause qui lui est soumise qu'il a, à sa disposition le dossier auquel ont été consignées toutes les décisions du magistrat chargé de suivre la procédure.

II. *Etude critique.*

La circulaire précitée du 30 novembre 1935 insiste surtout sur le caractère objectif de ce rapport qui ne doit en rien faire préjuger de l'opinion du magistrat rapporteur ; aucune discussion ne doit y être contenue : « la « dernière fonction du magistrat », dit la circulaire, « consiste le jour de l'audience à présenter un rapport « sommaire sur l'objet de la demande, l'état de la procé-
« dure, les conclusions et les moyens des parties. Ce
« rapport, qui précède les plaidoiries, a pour but, sans
« diminuer l'importance du débat oral, d'éclairer les
« juges sur la nature et l'objet du litige qu'ils ont à
« trancher. Il ne doit donc, ni laisser apparaître l'opi-
« nion du magistrat, ni contenir une discussion des
« moyens invoqués par les plaideurs. Mais le juge servira
« utilement le désir de simplification qui a inspiré le
« législateur en retraçant les grandes lignes de la procé-
« dure, ou en relevant par exemple certains faits non
« contestés et en permettant ainsi au conseil des parties
« de faire porter l'effort de leurs démonstrations sur
« les points qui restent en discussion ».

Cette circulaire tend ainsi à éviter que par de trop longues plaidoiries soient prolongés exagérément les débats. Sans vouloir diminuer en quoi que ce soit le rôle

des avocats, le législateur espère que ce rapport du magistrat leur permettra de ne s'étendre que sur les points présentant une difficulté.

Conclusion

Voici par conséquent, comment, sans porter atteinte aux principes directeurs de notre procédure civile, le décret-loi du 30 octobre est cependant parvenu à la rajeunir et à atteindre la simplicité et surtout la rapidité de la procédure.

A notre avis, cette réforme est encore insuffisante. Elle ne pourrait donner de résultats satisfaisants que si elle rencontrait la bonne volonté de tous ceux qui sont chargés de la marche du procès : plaideurs, avoués, avocats, juges.

Comme l'écrivait Tissier¹ : « le mieux, évidemment, « serait de réformer, en même temps que la procédure, « l'organisation judiciaire et les règles sur les professions « d'avocats et d'avoués. Tout se tient dans l'adminis- « tration de la justice ; il ne suffit pas de reviser le Code « de Procédure, si les tribunaux sont mal organisés, si « les uns sont surchargés et ont un personnel insuffi- « sant alors que les autres sont inoccupés. D'un autre « côté, la réforme de la procédure risque d'échouer en « partie si elle se heurte à la résistance et à l'opposition « sourde de ceux dont elle paraît atteindre les intérêts : « on a souvent constaté et on constatera souvent encore « que ceux qui ont rétabli en 1816 la vénalité des offices « ministériels ont encouru une lourde responsabilité ;

1. Tissier, article cité.

« car ils ont fortement entravé toutes les réformes en
« matière d'organisation judiciaire et de procédure et
« même aussi quelques réformes importantes en matière
« de droit civil. Mais on ne peut cependant pas ajourner
« la réforme si importante et si urgente de la procédure
« jusqu'au temps, peut-être très éloigné, où on pourra
« entreprendre la réforme des tribunaux, celle du bar-
« reau et celle des offices ministériels ».

Titre II

Le juge directeur de la procédure

TITRE II

Le juge directeur de la procédure

Nous nous sommes attachés, dans notre titre premier, à étudier les fonctions du juge chargé de suivre la procédure telles qu'elles résultent du décret-loi du 30 octobre 1935, et nous avons montré que le législateur, tout en renforçant les pouvoirs du juge, n'avait pas entendu porter atteinte au principe de la libre direction du procès par les parties.

Nous allons étudier maintenant divers systèmes de procédure où l'instance n'est plus livrée à la libre volonté des parties mais, au contraire, effectivement dirigée par le magistrat. Ces systèmes se rencontrent dans différents pays qui, d'une façon générale, ont une procédure plus récente que la nôtre.

Nous examinerons dans un premier chapitre les pouvoirs qui sont conférés au juge dans les trois départements recouverts du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

Dans un deuxième chapitre, nous envisagerons le rôle du juge dans la procédure marocaine instituée par le dahir du 12 août 1913.

Dans un troisième chapitre nous exposerons les règles du décret beylical du 20 décembre 1920 formant Code de Procédure tunisienne.

CHAPITRE PREMIER

L'ALSACE-LORRAINE

Les règles de procédure civile applicables aux trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle sont pour la plupart contenues dans le Code allemand de Procédure civile et commerciale Zivilprozessordnung (Z.P.O.) de 1877¹, modifié par la loi du 20 mai 1898.

Lors du retour des trois départements à la France, un problème législatif d'une extrême complexité s'était posé : celui de savoir dans quelle mesure les règles de la Z.P.O. resteraient en vigueur. Cette question était d'autant plus délicate que les lois du 1^{er} juin 1924 avaient introduit en Alsace-Lorraine le droit civil et le droit commercial français tout en laissant en vigueur le Code de 1877. La Cour de Colmar se trouvait donc dans la situation quelque peu paradoxale d'avoir à juger, selon les règles d'une procédure allemande, des procès auxquels s'appliquaient les règles de droits civil et commercial français.

1. Ce Code a été traduit en 1922 par MM. Nachbaur et Thurmann dans a collection de l'Office de législation étrangère.

Cette situation n'a guère changé aujourd'hui et les règles de la Z.P.O. restent applicables aux trois départements à l'exception de celles qui sont incompatibles avec les textes des lois françaises.

Ce sont donc encore les principes généraux de la Z.P.O. qui sont à la base de la procédure alsacienne. Après en avoir fait un bref exposé nous nous attacherons à l'étude des pouvoirs du juge, qui, nous le verrons, ne se manifestent véritablement qu'au cours de l'instruction de l'affaire.

La procédure locale est dominée par trois principes fondamentaux, les principes de la publicité des débats, de leur oralité et de la libre direction de l'instance par les parties.

Sans nous attacher au principe de la publicité des débats qui ne présente pas de différences sensibles avec celui du Code français de Procédure civile, nous allons examiner les principes de l'oralité et de la libre direction de l'instance par les parties.

Le principe de l'oralité est nettement posé par les termes explicites de l'article 128 de la Z.P.O. « Le débat entre les parties sur la contestation devant le tribunal qui connaît de l'affaire, est un débat oral ».

Il y a donc ici similitude entre le droit local et le droit français, nous allons cependant voir que l'oralité des débats est appliquée d'une façon plus absolue encore par le droit local que par le droit français. « Rien n'existe « pour le juge au-delà de ce qui a été dit et produit « hors des débats oraux. Tout ce qui est contenu dans « les écrits préparatoires ne peut être pris en considéra- « tion que s'il en a été fait mention dans les débats « oraux. Les allégations qui se trouvent dans ces écrits

« peuvent être passées sous silence et rétractées au cours
« des débats »¹.

De même que le principe de l'oralité des débats est appliqué d'une façon plus absolue encore par la Z.P.O. que par le Code de Procédure civile, de même le principe de la libre direction de l'instance par les parties est à certains égards poussé plus loin par la Z.P.O. que par le Code de Procédure civile. Il semblerait donc que le rôle du juge dût être aussi effacé en Alsace-Lorraine qu'en France. Nous allons voir cependant que le tribunal, et dans certains cas, un juge, juge commis ou juge délégué, ont la possibilité d'accélérer la procédure en vertu de pouvoirs que le Code français de Procédure civile ne reconnaît pas au juge.

Ces pouvoirs se manifestent surtout au cours de l'exécution des différentes mesures d'instruction qui peuvent être ordonnées par le tribunal.

La plupart des dispositions relatives à la preuve devant les tribunaux de première instance, qui sont contenues dans les articles 355 à 370, de la Z.P.O. sont analogues à celles du droit français. Mais, la Z.P.O., attribue au tribunal et à certains magistrats délégués par le tribunal des pouvoirs ignorés du droit français, pour empêcher de retarder l'administration de la preuve.

En droit français, une fois que le tribunal a d'office ou à la requête des parties, ordonné une mesure d'instruction, l'exécution de cette mesure est en général laissée à la diligence des parties qui, si leur intérêt l'exige, peuvent n'en point hâter l'exécution.

1. MM. Chéron et Muhleissen, *Précis de procédure locale applicable en matière civile et commerciale dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle*, p. 145 et suiv.

Ainsi, en matière d'enquête, l'article 259 du Code de Procédure civile décide que « l'enquête est censée commencée, pour chacune des parties respectivement, par l'ordonnance qu'elle obtient du juge commissaire à l'effet d'assigner les témoins au jour et heure par lui indiqués ». Si bien que l'enquête ordonnée par le tribunal ne pourra devenir effective que du jour où l'une des parties sollicitera du juge l'ordonnance dont il est question dans l'article 259. Le sort de l'enquête est donc laissé au bon vouloir des parties.

Il en est de même en matière d'expertise. L'article 307 du Code de Procédure civile indique en effet qu'« après l'expiration du délai ci-dessus, la partie la plus diligente prendra l'ordonnance du juge et fera sommation aux experts nommés par les parties ou d'office, pour faire leur versement, sans qu'il soit nécessaire que les parties y soient présentes ». L'ordonnance du juge qui est ici encore nécessaire pour que l'expertise aboutisse est cependant laissée à l'initiative de la partie la plus diligente et le tribunal ne peut hâter une instruction que les parties prolongent volontairement.

Dans des matières analogues, l'article 361 de la Z.P.O., décide au contraire d'une façon générale que : « Lorsque la preuve doit être administrée devant un membre du tribunal saisi du procès, le président, en prononçant la résolution qui ordonne la preuve, désigne le juge commis et fixe le jour pour l'administration de la preuve.

« Si le jour n'a pas été fixé, cette fixation est faite par le juge commis ; si celui-ci est empêché d'exécuter la commission, le tribunal désigne un autre membre du tribunal ».

Le jour, par conséquent, où la mesure d'instruction ordonnée par le tribunal sera exécutée est ainsi fixé d'avance ; le tribunal ou le juge commis n'ont pas à attendre que les parties requièrent la fixation de la date de l'exécution de la mesure d'instruction ordonnée. Cette date ne dépend pas des parties, mais du tribunal ou du juge commis.

De même, l'article 368 complète ces pouvoirs du juge dans le cas où il est nécessaire de fixer, pour une raison quelconque, un nouveau jour. « S'il est nécessaire de fixer un nouveau jour pour l'administration de la preuve ou pour sa continuation, ce jour doit être fixé d'office, lors même que la partie qui poursuit la preuve, ou les deux parties n'auraient pas comparu au premier jour fixé ».

Ces deux articles portent sensiblement atteinte au principe de la libre direction de l'instance par les parties. Ils sont d'ailleurs complétés par l'article 367 qui décide que « si les deux parties, ou l'une d'elles seulement, ne comparaissent au jour fixé pour l'administration de la preuve, il est néanmoins procédé à la preuve autant que l'état de l'affaire le permet ».

Le législateur allemand était avant tout préoccupé par la question de la célérité du procès. Il est évident, en effet, que les règles de l'instruction de l'affaire civile sont la cause des lenteurs de l'instruction et l'occasion des manœuvres procédurières les plus habiles des parties.

Pour donner une efficacité plus grande encore aux pouvoirs conférés au juge pour l'exécution des mesures d'instruction, pour que soit accrue la rapidité de l'instruction, la Z.P.O. décide que pour ordonner une mesure de preuve le tribunal ne rend pas un jugement, mais une « décision de preuve » (Berveisbeschlüsse).

« **Article 358** (Z.P.O.). — Lorsque l'administration de la preuve exige une procédure spéciale, cette procédure doit être ordonnée par une résolution de preuve (ou décision de preuve) ».

Et cette décision de preuve qui ordonne ou refuse une mesure d'instruction ne lie pas le tribunal qui garde ainsi toute liberté d'appréciation quant à l'application de la preuve fournie. En vertu de l'article 355-2 (Z.P.O.) « La décision qui fixe le mode d'administration de la preuve ne peut être attaquée ». Son sort dépendra de celui du jugement qui sera ultérieurement rendu sur le fond.

Nous insistons particulièrement sur cette notion de décision de preuve. Le droit local ignore en effet l'interlocutoire et sa distinction difficile d'avec le préparatoire. Ceci facilite singulièrement la tâche du tribunal. « On « peut dire que toutes les décisions relatives à la preuve « sont, en droit local, préparatoires, au sens français « du mot »¹.

Peut-être pourrait-on rapprocher, en tant qu'elles ne préjugent en rien de l'opinion du tribunal, les ordonnances que prend, en vertu de l'article 82 c du décret-loi du 30 octobre 1935, le juge chargé de suivre la procédure de ces résolutions ou décisions de preuve de l'article 318 de la Z.P.O.

Telles sont les règles générales qui fixent les pouvoirs du juge en matière d'exécution des mesures d'instruction. A ces règles, il faut ajouter certaines particularités du décret local à propos de chacune des mesures d'instruction que peut ordonner un tribunal prises en particulier.

Si les règles de la descente sur les lieux sont, dans l'en-

1. Chéron et Muhleisen, *op. cit.*, p. 268.

semble, les mêmes que celles du droit français, une notable différence résulte cependant de la comparaison des articles 295 du Code de Procédure civile et 372 de la Z.P.O.

En vertu de l'article 295 du Code de Procédure civile :
« Le tribunal pourra, dans les cas où il le croira nécessaire, ordonner que l'un des juges se transportera sur les lieux ; mais il ne pourra l'ordonner dans les matières où il n'échoit qu'un simple rapport d'expert, s'il en est requis par l'une ou l'autre des parties ».

Ainsi donc quand la loi prescrit une expertise, le tribunal ne peut pas d'office y ajouter une descente sur les lieux. L'article 372 de la Z.P.O. permet au contraire du tribunal d'ordonner cumulativement les deux mesures.

« Le tribunal saisi du procès peut ordonner qu'un ou plusieurs experts assisteront à la vue des lieux.

« Il peut commettre un de ses membres ou un autre tribunal à l'effet de procéder à la vue des lieux et lui laisser le soin de désigner les experts qui devront l'assister ».

Les règles de l'enquête telles qu'elles ressortent de la Z.P.O. diffèrent dans une large mesure de celles du Droit français. Les pouvoirs du juge sont notamment beaucoup plus considérables qu'en France où il n'est une fois de plus que simple spectateur. Comme nous l'avons indiqué plus haut, une fois que l'enquête a été ordonnée, c'est au tribunal ou au juge commis de la faire exécuter dans les délais les plus brefs et notamment les jours et heures où les témoins seront entendus sont fixés d'autorité par le tribunal ou par une ordonnance du juge commis. De même, la Z.P.O. confère au juge commis certains pouvoirs de coercition contre les témoins défaillants.

En matière d'expertise enfin, tandis que les articles 303 à 306 du Code de Procédure civile décident que le choix des experts appartient aux parties qui peuvent, si elles le veulent, substituer aux experts désignés par le tribunal des experts choisis par elles, en droit local c'est au tribunal ou au juge commis de choisir les experts.

Telles sont les règles du droit local qui accordent au juge des pouvoirs plus étendus que ceux à lui reconnus par le Code de 1806. Le législateur allemand n'a eu qu'un seul but : la rapidité de l'instruction, et, il lui est apparu, que le point sur lequel, malgré le principe de la libre direction du procès par les parties, il fallait s'arrêter, était celui de l'exécution des mesures d'instruction. Nous voyons, par conséquent, en Alsace-Lorraine, une procédure civile qui est dominée par trois des grands principes de notre procédure civile : la publicité, l'oralité, la libre direction du procès par les parties, mais où, cependant, le législateur a su pallier les inconvénients résultant d'une application trop stricte de ces principes, au bénéfice de la célérité de la justice, en accordant au juge des pouvoirs étendus.

CHAPITRE II

LE MAROC

L'administration de la justice et les règles de procédure peuvent être considérées comme une des transformations les plus heureuses et les plus remarquables qui aient été faites au Maroc. La procédure a été réglementée par cinq Dahirs, formant Code, promulgués le 12 août 1913.

Dès le traité de Fez, les autorités françaises se rendirent compte de la nécessité devant laquelle elles se trouvaient de rénover les règles du droit marocain applicables aux Français résidant au Maroc. Le Maréchal Lyautey, alors résident général, réunit une commission d'éminents jurisconsultes français, qui siégea du 7 mai au 25 juin 1913¹.

1. Cette commission était composée de MM. L. Renault, professeur à la Faculté de Droit de Paris ; Herhaux, conseiller à la Cour de cassation ; Romieu, conseiller d'Etat ; Bouloche, directeur au Ministère de la Justice ; S. Berge, conseiller à la Cour d'appel de Paris ; Grünebaum-Ballin, président du conseil de la préfecture de la Seine ; de Geouffre de Lapradelle, professeur à la Faculté de Droit de Paris ; Cardenet, maître des requêtes au Conseil d'Etat ; G. Teissier, professeur à l'Ecole des Sciences Morales et Politiques ; Cruchon-Dupeyrat, consul de France ; J. Labbé, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ; Gauthier, consul de France ; Collavet, auditeur au Conseil d'Etat ; Lammerer, consul de France.

Le Dahir sur la procédure civile, auquel nous nous reporterons au cours de ces développements, a eu pour principaux auteurs MM. Berge et Grünebaum-Ballin.

Les commissaires auraient pu décréter que seraient applicables au Maroc les règles de la procédure civile française. Ils ne l'ont pas fait et on ne peut que les en louer. Se rendant parfaitement compte des imperfections de notre code, de sa lenteur et du prix de la justice en France, ils ont saisi l'occasion que leur offrait cette colonie neuve pour introduire chez elle une procédure simplifiée.

« La commission », est-il écrit dans le rapport de Grünebaum-Ballin ¹ « s'est résolument écartée du mécanisme général de la procédure française qui comporte nécessairement le concours d'un très grand nombre d'agents, officiers ministériels ou mandataires plus ou moins assimilés à ces officiers. Elle a constaté que, sans avoir besoin d'imiter les législations étrangères, elle trouvait dans des textes français, dont deux au moins sont beaucoup plus récents que le Code de Procédure civile, tous les éléments d'une procédure excellente, lente, simple et peu coûteuse, et où l'importance des auxiliaires de la justice, étant beaucoup plus réduite, la mission du juge se trouve en revanche considérablement élargie ». (Ces textes sont : le décret du 5 août 1881 sur la procédure devant les Conseils du contentieux administratif dans les colonies et la loi du 22 juillet 1889 sur la procédure devant les Conseils de préfecture).

En dehors des textes précités, la commission s'est inspirée de législation étrangère et notamment des Codes de Procédure civile autrichiens et allemands. Sans créer d'institutions absolument nouvelles, la commission a établi un système original et dans son ensemble parfait.

1. Cf., Grünebaum-Ballin, Rapport au J.O., du 9 septembre 1913.

tement cohérent. Et, comme l'exprime dans sa thèse sur *La procédure de droit commun dans les juridictions du Maroc*, M. Petitpas¹ : « la France se trouve dans une situation « quelque peu paradoxale ; tandis qu'elle-même persiste « à conserver, malgré les efforts de ses juristes, une « procédure retardataire, elle a doté l'une de ses possessions les plus proches d'un régime dont l'ensemble est « aussi moderne que pratique ».

Pour aboutir à une simplification de la procédure et à une marche plus rapide de l'instance, le législateur du Maroc a eu égard à deux considérations : si l'on veut rendre la procédure plus claire et plus simple, a-t-il pensé, il faut éviter la multiplicité des actes de procédure, et mettre directement les parties en présence du magistrat sans leur imposer ces intermédiaires professionnels de la procédure dont l'intérêt est souvent opposé à celui de la marche rapide de l'instance à laquelle ils participent. Et le législateur marocain a estimé qu'au Maroc, il n'était besoin ni d'huissier, ni d'avoué.

La seconde idée prise en considération est celle qu'en France, le principe supérieur de la libre conduite, par les parties, de leur procès, aboutit souvent, par l'emploi réfléchi de tous les rouages de la procédure, à singulièrement compliquer le litige ; le législateur marocain a voulu qu'il n'y ait qu'un seul maître de la procédure, le juge qui la dirige souverainement. « Le juge cesse « ici, comme dans la loi du 22 juillet 1889, d'être simplement le spectateur du duel judiciaire entre les représentants des parties en litige et d'assister à de savantes « passes d'armes souvent prolongées par l'art des adver-

1. André Petitpas, *La Procédure de Droit commun devant les juridictions françaises du Maroc*, p. 13.

« saires, en ayant pour seule attribution de proclamer le
 « vainqueur. Il est réellement le directeur du combat ou,
 « plus simplement, le fonctionnaire chargé d'une affaire
 « qu'il a pour devoir de conduire par les voies les plus
 « rapides à la solution nécessaire : le jugement »¹.

De plus, nous le verrons, l'importance de l'oralité de la
 procédure est singulièrement amoindrie. L'instruction
 écrite « est de règle devant les tribunaux de pre-
 « mière instance et devant la Cour d'appel ; l'affaire ne
 « vient à l'audience qu'après instruction préalable,
 « faite par le juge rapporteur et sur rapport écrit. Les
 « plaidoiries ne sont que le complément de la procédure
 « écrite qui a seule valeur légale »².

Les formes, enfin, sont réduites à l'extrême. « Peu de
 « textes impératifs, quantité de dispositions facultatives
 « ou alternatives donnant au juge le choix entre plusieurs
 « procédés ou s'en remettant à sa prudence, à l'apprécia-
 « tion qu'il fera des circonstances de la cause, de l'in-
 « térêt des parties ... L'initiative et la responsabilité
 « du juge sont ainsi constamment mises en jeu. Il n'est
 « pas de moyen plus sûr d'avoir de bons magistrats
 « rendant une bonne justice »³.

Nous allons donc examiner les règles de la procédure
 civile marocaine, en les comparant à celles suivies en
 France et en insistant particulièrement sur le rôle donné
 au juge dans ce pays.

Le premier point sur lequel, nous l'avons vu, le légis-
 lateur marocain a estimé qu'il devait se séparer du légis-
 lateur français est celui des intermédiaires de la justice.
 En France, entre le plaideur et le juge, il y a l'huissier,

1. Cf., Rapport de M. Grünebaum-Ballin, *op. cit.*

2. Cf., Rapport de M. Grünebaum-Ballin, *op. cit.*

3. Cf., Rapport de M. Grünebaum-Ballin, *op. cit.*

l'avoué, le greffier, l'avocat. Au Maroc, les avocats subsistent, mais il n'y a ni huissier, ni avoué. Quant au greffier, il a un rôle spécial et considérable. Un corps spécial de fonctionnaires, les agents du secrétariat du Greffe, rattachés à chaque tribunal assurent, en effet, la liaison entre le tribunal et les plaideurs. Aux termes de l'article 26 du Dahir sur la Procédure civile, il est institué auprès de chacun des tribunaux français de l'empire chérifien « un secrétariat chargé du Greffe, du notariat, de la perception des frais de justice, de la comptabilité, et, en outre, de tous les actes de sommation, notification, constatation, exécution, liquidation et administration ordonnés par le juge.

« Les services du secrétariat sont assurés par un corps de fonctionnaires.

« Ceux-ci sont dirigés, sous l'autorité de la juridiction près de laquelle ils sont institués, par un secrétaire greffier chef de service, assisté de commis-greffiers et de commis dont les cadres, les classes, le traitement, l'avancement et la discipline seront réglés par un dahir intérieur » (Dahir du 3 mai 1914).

En France, le greffier occupe une place assez particulière ; il est un auxiliaire de la justice, titulaire, comme l'huissier ou l'avoué, d'un office vénal ; mais, dans une certaine mesure, il est aussi un fonctionnaire membre du tribunal. Au Maroc, sous le nom de secrétaire greffier, son rôle est prépondérant puisqu'il remplace les officiers ministériels. Le secrétaire greffier n'a qu'une fonction : assurer l'exécution des ordres du magistrat ; ses pouvoirs qui dépendent donc de ceux du juge sont aussi vastes qu'eux. Près de chaque juridiction il existe un secrétariat à la tête duquel se trouve un secrétaire greffier en chef

et qui comprend, en plus des secrétaires greffiers proprement dits, des agents subalternes : commis greffiers et commis ; tous ces agents sont nommés par dahir ; ils sont tous fonctionnaires avec un traitement fixe, des règles de discipline et une forte hiérarchie. Les agents des secrétariats sont sous l'étroite dépendance des juridictions ; ils sont placés sous la surveillance directe des magistrats. Si on les considère vis-à-vis du public, ils ne doivent pas être traités comme des mandataires de parties : ce sont de véritables fonctionnaires investis d'un service public.

Les différentes fonctions de ces agents sont réglées par les articles 26 à 33 du Dahir du 12 août 1913 sur la Procédure civile, par le Dahir du 20 février 1920, modifié en 1922, et les Dahirs des 16 mars et 14 mai 1921 et du 4 mai 1925.

Ils sont chargés du Greffe, du notariat, de la perception des frais de procédure, de la comptabilité et d'une quantité d'actes se rapportant à l'administration de la justice qu'ils accomplissent sur l'ordre du juge. Cependant, afin de ne pas établir une confusion trop grande, une certaine spécialisation a été établie au sein des Greffes et il a été décidé que certains bureaux ne dirigeraient leur activité que vers certaines branches ; un dahir du 18 mars 1921 a ainsi créé à Casablanca et à Rabat un bureau des faillites, des liquidations et administrations judiciaires, et à Oudja, un bureau des notifications.

Voici, par conséquent, une heureuse simplification de la procédure, un seul intermédiaire entre les plaideurs et le juge : le secrétaire greffier qui, n'étant pas titulaire d'une charge vénale et n'agissant pas comme mandataire des parties, mais étant un véritable fonctionnaire, peut donner toute garantie d'indépendance.

Etudions maintenant la marche d'un procès civil devant les tribunaux du Maroc. Disons tout de suite que certains principes de la procédure marocaine sont identiques à ceux de la procédure française. Au Maroc, comme en France, la procédure est contradictoire et la décision publique. Mais, sur différents points, et notamment sur la place laissée au juge au cours des débats, la procédure marocaine se sépare de la procédure française et lui est diamétralement opposée.

En France, depuis le décret du 30 octobre 1935 qui supprime la procédure écrite, d'ailleurs peu usitée, il existe deux procédures dans une instance purement civile : la procédure ordinaire, la procédure sommaire. Des règles différentes que celles de l'instance civile sont suivies, quand il s'agit d'une matière commerciale ou administrative. Au Maroc a été réalisée l'unité de la procédure ; on ne distingue pas entre l'instance civile, commerciale ou administrative ; il n'y a pas de procédure sommaire ou ordinaire ; les mêmes formes sont suivies dans tous les cas ; les mêmes tribunaux sont compétents en matière civile, commerciale ou administrative. Il en résulte que les exceptions d'incompétence et les questions préjudicielles sont fort rarement soulevées.

D'autre part, et ceci, nous le répétons, est le fondement même des différents qui écartent la procédure marocaine de la procédure française, le principe de la direction du procès par les parties a été abandonné. Le procès est dirigé par le juge, Le juge a une initiative et un pouvoir de commandement considérable. Au Maroc, la justice est un service public, même en matière civile, et le principe qui la domine est celui de l'autorité du juge.

A la différence de ce qui se passe en France, le tribunal entre tout de suite en action. Il n'attend pas, comme en France, que les hommes d'affaires veuillent bien lui apporter le procès : dès le début de l'instance, l'autorité du juge se fait sentir. Le tribunal ne joue plus ici un rôle d'expectative.

En France le défendeur est appelé devant le tribunal par un ajournement qui lui est directement signifié par le demandeur. Au Maroc le demandeur adresse une requête au secrétariat du Greffe pour solliciter la convocation du défendeur (article 145 du Dahir de Procédure civile). Un procédé analogue est employé en France devant les juridictions administratives. Notons tout de suite qu'au Maroc il n'y a pas de préliminaire de conciliation. Le Dahir n'a conservé cette formalité que pour les procès de la compétence du juge de paix.

Dès que la requête du demandeur arrive au secrétariat, elle doit être inscrite sur un registre d'ordre : le secrétaire greffier marque sur la requête et sur chaque pièce jointe la date d'inscription et c'est du jour de cet enregistrement qu'est sensée partir la date de la demande.

Dès cet enregistrement, la juridiction est saisie de la demande et l'affaire est confiée à un juge rapporteur, membre de la Chambre à laquelle l'affaire a été affectée. Ce juge rapporteur est désigné par le président dès que possible. Le dossier, qui ne comprend que la demande et la copie des pièces jointes, lui est confié dans les 24 heures ; le premier acte qu'il fait est de vérifier la régularité de la demande, après quoi il commence tout de suite l'instruction.

Une première différence avec la procédure instaurée

en France par le décret résulte de ces développements. Le décret n'a en effet rien changé à tous les actes qui peuvent se produire avant que le juge commence à s'occuper de l'affaire. Au Maroc, dès son origine, l'affaire est soumise au magistrat.

En France, la notification de l'ajournement est antérieure à la mise au rôle. Au Maroc, elle est postérieure : elle se place juste avant le début de l'instruction de l'affaire. Le premier acte du juge rapporteur consiste à régler la notification de la requête au défendeur. Cette notification, doit, en principe, se faire dans les huit jours, délai qui n'est pas de rigueur, par une ordonnance qui fixe au défendeur un délai pour produire ses défenses. A cette notification et dans le délai qui lui est imparti par le juge, le défendeur répond par un mémoire de défense qui est rédigé dans les mêmes formes que la requête introductive : ce mémoire est notifié au demandeur par le juge rapporteur, dans les mêmes formes que la requête du demandeur l'a été au défendeur. Ainsi un premier contact est rapidement atteint : le demandeur et le défendeur ont exposé leurs prétentions respectives et si l'affaire est simple et le point de droit qu'a à trancher le tribunal suffisamment dégagé des circonstances de fait, le juge rapporteur pourra faire venir immédiatement l'affaire à l'audience. Ce sera évidemment là l'exception et, en fait, les communications entre parties devront être poussées plus avant : « Le juge rapporteur permet, « autorise et ordonne la continuation de ces communications tant que cela est utile pour la mise en état « de l'affaire. Il va même plus loin ; s'il estime que le « débat se pose mal et incomplètement, il prend l'initiative d'ordonner des productions de pièces (arti-

« cles 155) que les parties n'ont pas faites spontanément »¹.

Le procès est donc placé sous la surveillance du juge dès son début et le magistrat a des pouvoirs étendus, car s'il n'a pas à se faire juge de la contestation à laquelle se rapporte la signification « il a, au contraire, le pouvoir de « refuser à un requérant le moyen de faire une notification qui constituerait soit un abus de procédure, « soit une irrégularité évidente, soit même une simple « inutilité »².

Quoiqu'il en soit, le juge rapporteur a ainsi en main l'exposé des thèses des adversaires. Il va donc pouvoir commencer l'instruction et la diriger. Il est déjà mêlé au procès par la notification qui est son œuvre, et il indique dans son ordonnance les points sur lesquels des explications lui semblent nécessaires.

Le rôle du juge rapporteur est considérable ; il a véritablement la direction la plus absolue du litige. Son activité devra tendre avant tout à éviter que la procédure ne traîne et empêcher que la mauvaise volonté des plaideurs cause de regrettables retards. Sa mission est délicate. Il faut qu'il fasse preuve de la plus grande impartialité. Afin qu'il ne puisse être accusé de partialité, les explications orales ont été raréfiées ; quand elles ont lieu, elles doivent être données en présence des parties. D'ailleurs, normalement, le juge ne communique avec les parties que par écrit et en passant par l'intermédiaire du secrétariat et quand il ne peut procéder seul le juge peut se faire assister de la Chambre du Conseil qui statue

1. Berge, *La Justice française au Maroc*.

2. Maurice Hauriou, *Précis de Droit administratif et de droit public*, 11^e édition, 1927 ; p. 992 et suiv.

après l'avoir entendu, ce qui permet « d'éviter que le « rapporteur prenne trop d'initiative »¹.

Le caractère écrit de la procédure la rapproche singulièrement de la procédure administrative de la loi du 22 juillet 1889, dans laquelle, d'ailleurs, elle a pris sa source. Nous pouvons constater l'identité la plus absolue des règles suivies au Maroc et de celles qui, en vertu de la loi du 22 juillet 1889, sont appliquées devant les conseils interdépartementaux de préfecture².

La procédure administrative présente en effet deux caractères principaux qui se rencontrent aussi dans la procédure du Dahir. Elle est dirigée par le juge, et écrite.

Devant les tribunaux administratifs comme devant les tribunaux marocains, le juge intervient dès le début du procès. L'instance est en effet introduite par une *requête en demande* adressée directement au juge. Une ordonnance du juge met en cause le défendeur qui adresse au juge une requête en défense.

Le juge administratif chargé de l'instruction ne fait cette instruction que sur pièces écrites que fournissent les parties et qui doivent consentir, avec leurs conclusions, tous leurs moyens. Remarquons ici une règle analogue à celle du Dahir ; un moyen nouveau ne peut pas être produit par les parties pendant le débat oral ; la sanction de cette règle serait l'obligation dans laquelle se trouverait le juge de recommencer l'instruction (Conseil d'Etat, 15 juin 1883, Société de matériel agricole).

Le jugement est rendu sur le rapport écrit qui résulte de l'instruction et le commissaire du gouvernement dépose, lui aussi, des conclusions écrites.

1. Berge, *op. cit.*, p. 212.

2. Hauriou, *op. cit.*, p. 992 et suiv.

La procédure administrative avait, avant la loi du 22 juillet 1889, un caractère secret. Depuis cette loi, la séance publique a été rendue obligatoire.

Les seuls inconvénients des procédures écrites résident dans la multiplication des actes qu'elles entraînent et dans l'élévation des frais résultant de ces actes mêmes. Au Maroc, ces deux inconvénients ne sont nullement à craindre, et plus de 20 ans d'expérience ont montré qu'ils ne se produisaient guère ; le juge rapporteur est là pour arrêter les écritures et le secrétaire-greffier, fonctionnaire, n'a pas intérêt à leur multiplication.

Le juge examine les deux mémoires des parties et peut leur demander toutes les explications qu'il estime nécessaires. De même les plaideurs peuvent développer leurs moyens dans des mémoires en réplique qui sont soumis aux mêmes formes que la requête introductive et sont notifiées de la même manière.

Quand l'instruction lui paraît terminée, le juge rapporteur rend une ordonnance de dessaisissement ; une fois cette ordonnance rendue aucune mesure complémentaire d'instruction ne peut être ordonnée, sauf toutefois si un fait nouveau susceptible de modifier la décision survient. Cette ordonnance a, par conséquent, un effet d'une exceptionnelle gravité. Aussi, afin que les parties ne soient pas surprises, le juge les avise à l'avance du jour où il la prendra, avec un délai suffisant. Ce délai peut toujours être prolongé par le magistrat s'il l'estime nécessaire. Le tribunal, d'ailleurs, peut renvoyer le dossier au juge rapporteur, même après l'ordonnance de dessaisissement, pour un supplément d'instruction. Les intérêts des parties sont ainsi parfaitement protégés.

En même temps qu'il rend une ordonnance de dessaisis-

sement, le juge convoque les parties à l'audience. C'est à ce moment que l'affaire est dite en état d'être jugée ; la signification de ces termes n'est donc pas la même au Maroc qu'en France. En France, une affaire est mise en état quand les conclusions ont été prises contradictoirement à l'audience par les avoués. La plupart du temps ces conclusions sont de pure forme et cette mise en état ne marque pas la clôture de l'instruction et, est en fait, purement fictive. Au Maroc, nous le répétons, la mise en état désigne véritablement la fin de l'instruction.

Après cette convocation, le juge rapporteur établit le rapport qu'il est chargé de soumettre à l'audience ; c'est là l'aboutissement de son activité. Ce rapport est écrit et contient une analyse complète de toute la procédure suivie ; il en relate les incidents, il analyse les faits et les moyens présentés par les parties et dégage les points essentiels que devra trancher le tribunal. Avant toute chose, cet exposé doit être impartial, et en aucune façon, le juge rapporteur ne doit prendre parti.

Une fois ce rapport terminé, les parties peuvent présenter des observations orales à l'appui de leurs mémoires écrits. Mais ces observations que les parties peuvent présenter par l'intermédiaire de leur mandataire ou avocat ne peuvent être comparées aux plaidoiries ; celles-ci n'ont pour but que d'attirer l'attention du juge sur certains points qui, aux yeux des parties, sont essentiels. Elles ne doivent pas apporter des arguments nouveaux.

Article 185. — « Toutes conclusions nouvelles », « sauf celles à fin de désistement, tous moyens nouveaux, doivent être présentés au moins deux jours avant l'audience publique à peine de nonrecevabilité ».

Cet article nous montre l'importance donnée au rapport du juge qui fixe une fois pour toutes l'aspect de la cause qui n'arrive elle-même à l'audience qu'une fois instruite.

Voici donc examinée la marche de la procédure au cours d'une instance dégagée d'incidents. Cette instruction du juge rapporteur rapproche dans une certaine mesure la procédure suivie devant les juridictions marocaines de celle suivie en France devant la Cour de cassation. Devant la Cour de cassation un conseiller rapporteur est chargé d'étudier la question de droit sur laquelle la Cour aura à se prononcer. Le conseiller rapporteur doit indiquer les moyens qui sont invoqués à l'appui du pourvoi et aussi les raisons qui militent contre ce pourvoi. De telle façon que, lorsque la parole sera donnée aux avocats près le Conseil d'Etat et la Cour de cassation, la Cour puisse déjà avoir connaissance du litige qu'elle devra trancher. Lors du délibéré, en se fondant sur le rapport solidement documenté d'un conseiller, elle pourra plus facilement dire où est le droit.

Si l'instance, au lieu de se dérouler simplement, nécessite certaines mesures d'instruction, en général ces mesures sont les mêmes que celles qui existent en France : l'expertise, la visite des lieux, l'enquête, l'interrogatoire sur faits et articles, la composition personnelle et la vérification des écritures. Elles sont contenues dans le chapitre II du titre IV du Dahir sur la Procédure civile. Elles sont donc placées dans le Dahir avant les textes qui ont trait à l'audience et au jugement ; il n'y a là rien d'illogique puisque, à la différence de ce qui se passe en France où ces mesures sont toujours ordonnées par jugement, elles peuvent être, au Maroc, antérieures à

toute comparution des parties à l'audience. L'article 57 du Dahir s'exprime ainsi : « la mesure d'instruction est prescrite, soit par décision du tribunal réuni ébauche du conseil, soit par jugement rendu en audience publique ».

Les mesures d'instruction sont ordonnées par la Chambre du Conseil quand les parties sont d'accord pour les solliciter. « La Chambre du Conseil fonctionne alors « comme Chambre d'instruction associée à ce titre à « l'instruction suivie par le rapporteur. Elle rend sa « décision, le rapport entendu, sans aucune procédure « sans communication du dossier au ministère public, « sans convocation des parties »¹.

L'initiative de ces mesures appartient à la fois aux parties et au juge rapporteur. Celui-ci, cependant, peut toujours les ordonner d'office. Ainsi, s'il l'estime nécessaire, il pourra visiter les lieux litigieux, procéder à une enquête, interroger les parties.

Voici donc écrite une procédure qui est très rapprochée de celle suivie devant nos tribunaux administratifs et très éloignée de celle que l'on rencontre devant nos tribunaux de première instance. Ce qui la caractérise, c'est le rôle prépondérant du juge. Il ne s'agit pas, au Maroc, d'un juge chargé de suivre la procédure ; mais bien d'un juge chargé de la diriger et les résultats qu'ont donnés ces pouvoirs étendus du juge sont excellents. « Le concours d'un juge qui dirige l'instruction est, en « effet, une garantie contre les surprises d'audience « et la multiplication des incidents, par conséquent, « contre les lenteurs et les frais. Il est permis de penser, « dès lors, que la procédure administrative offre quelques « avantages sur la procédure civile et que celle-ci gagne- « rait à s'en rapprocher »².

1. Berge, *op. cit.*, p. 214.

2. Hauriou, *op. cit.*, p. 992.

CHAPITRE III

LA TUNISIE

La procédure civile a été réglementée en Tunisie par décret beylical du 20 décembre 1920 formant Code tunisien de Procédure civile.

Ce Code se caractérise, en dehors des principes généraux qu'il dégage, par son extrême brièveté. Il n'a que 222 articles : s'il y gagne en clarté, il manque néanmoins sur bien des points de précision.

« Il fait, dans son ensemble, honneur à ceux qui l'ont rédigé. Sans doute il ne peut être donné comme un modèle, si on ne considère que la rédaction et le classement de ses dispositions. Il est certain que plusieurs textes manquent de précision et que sur bien des points, il est d'une extrême brièveté. On est tenté, en le lisant, de le prendre pour un avant-projet plutôt que pour une loi définitive »¹. Quoiqu'il en soit, les règles qu'il consacre, méritent dans leur ensemble d'être prises en considération. « Le système de procédure qu'il établit est bien conçu et, dans ses grandes lignes, « digne d'approbation »².

1. Tissier, *Revue algérienne et tunisienne*, 1911, p. 129 et suiv.

2. Tissier, article cité.

Les principes directeurs du Code tunisien de Procédure civile, à l'exception d'un seul, sont les mêmes que ceux du Code français de 1805 : procédure orale, publique et contradictoire, mais procédure dirigée non par les parties mais par le juge.

Il est à remarquer tout d'abord qu'en Tunisie, à la différence de ce qui est en Alsace-Lorraine, et d'une façon analogue à ce qui a été fait au Maroc, le principe de la libre direction de l'instance par les parties a été résolument abandonné et l'instance entièrement soumise à la direction effective d'un juge. Les rédacteurs du Code tunisien de Procédure civile n'ont par conséquent pas créé, cette situation malgré tout contradictoire que nous avons rencontrée en Alsace-Lorraine et qui faisait du juge, non pas un véritable directeur de procédure, mais un fonctionnaire chargé d'en activer la marche et dont le rôle ne commençait qu'après que les mesures d'instruction aient été ordonnées et au cours de leur exécution. La procédure civile tunisienne se rapproche donc de celle du Maroc dont cependant elle se sépare sur un point, celui de l'oralité : nous avons constaté en effet que la procédure marocaine, comparable en cela à la procédure administrative instituée devant les conseils interdépartementaux de préfecture par la loi du 22 juillet 1889 était en majeure partie une procédure écrite.

Comme en Alsace-Lorraine, le Code tunisien de Procédure civile crée le principe d'un dossier du tribunal pour chaque affaire. L'article 32 placé sous la section première du chapitre II, qui traite des tribunaux régionaux, en établissant le principe de la saisine du tribunal, crée le dossier du tribunal et indique que le

magistrat directeur de l'instance sera un juge commis par le président du tribunal.

« **Article 32.** — Le tribunal régional est saisi par requête verbale ou écrite présentée par le demandeur ou son mandataire régulier où transmise par l'autorité au président du tribunal. Cette requête est inscrite, dès sa réception, sur un registre tenu au Greffe. Le dossier ouvert et composé par le greffier est remis immédiatement au président qui commet un juge ».

Le juge commis, comme le juge chargé de suivre la procédure du décret du 30 octobre 1935, est ainsi désigné par le président du tribunal.

Les pouvoirs de ce juge commis et ses différentes fonctions font l'objet du premier paragraphe de la section première du chapitre II, intitulé du juge commis et, aux termes du dernier paragraphe de l'article 33 ces pouvoirs sont des plus étendus et des plus généraux. Cet article conclut, en effet, en ces termes : « Le juge ... en un mot rassemble les preuves écrites et orales de nature à éclairer le tribunal ».

De l'examen des articles 33 et 41 on peut déduire les différentes fonctions du juge commis qui paraissent être au nombre de cinq.

En premier lieu, et c'est là la première fonction du juge commis, le juge commis met « la procédure en état » (article 33-41).

A la différence, par conséquent, de l'article 343 du Code de Procédure civile de 1806 d'après lequel « l'affaire sera en état lorsque la plaidoirie sera commencée, la plaidoirie sera réputée commencée quand les conclusions auront été contradictoirement prises à l'audience », le Code tunisien laisse au juge commis le soin de mettre

l'affaire en état, les parties n'ont par conséquent pas la faculté de retarder cette mise en état au gré de leurs intérêts.

La disposition de l'article 33 a le mérite d'être claire, et les mots « mise en état » celui de n'être employés par le Code de 1920 que dans un seul et même sens. En droit français, l'article 343 donne de la mise en état une définition à laquelle ne correspondent pas les articles 134, 208 et 340 aux termes desquels la cause paraît réputée être en état quand l'instruction de l'affaire est arrivée à un point tel qu'elle peut être soumise au tribunal, ce qui n'arrive bien souvent qu'après la prise de conclusions. En droit tunisien la disposition de l'article 33 est complétée par celle de l'article 35, sur laquelle nous reviendrons d'ailleurs, qui indique que la mise en état résulte du transfert par le juge du dossier de l'instruction qu'il a dirigée au tribunal.

Les effets de cette mise en état sont précisés par l'article 60 § 3 qui empêche les parties, d'essayer, par des moyens dilatoires de retoucher la solution définitive du procès et aux termes duquel « Les moyens nouveaux présentés à l'audience peuvent être repoussés, sur les conclusions de la partie adverse, si le tribunal estime que leur production a simplement pour but d'entraver la procédure », et par les articles 75 et suivants aux termes desquels le demandeur ne peut modifier ni le défendeur former une demande reconventionnelle qu'après la clôture de l'instruction devant le juge commis.

On serait tenté de comparer le juge commis à un véritable juge d'instruction en matière pénale. Cette comparaison, nous le verrons, est en grande partie fondée. Nous remarquons cependant une différence qui

résulte de l'article 40 entre le juge commis du Code tunisien de Procédure civile et le juge d'instruction du Code français d'Instruction criminelle. Le juge commis n'émet aucun avis sur la solution que comporte l'affaire, il se borne à transmettre au tribunal le dossier de l'instruction qu'il a faite alors que le juge d'instruction en matière pénale qualifie l'infraction et renvoie devant telle juridiction qui lui paraît compétente selon la qualification qu'il a donnée aux faits délictueux.

L'article 33, § 1, précise la seconde fonction du juge commis. Aux termes de cet article le juge commis « cite les parties à se présenter devant lui, provoque, entend et consigne leurs dires ».

L'instance ne commence donc pas devant le tribunal, mais devant le juge commis qui cite lui-même les parties à comparaître devant lui. Cette citation, à la différence de l'ajournement de l'article 61 du Code de 1806, est faite à jour fixé par le juge commis : le Code tunisien évite ainsi les hésitations qu'entraînent les citations à jour indéterminé, à huitaine franche par exemple, dans l'esprit d'un plaideur ignorant du droit.

Au jour fixé par le juge commis, les parties doivent comparaître devant lui (article 35, alinéa 1^{er}) et le juge provoquer, entendre et consigner leurs dires (article 33 alinéa 1^{er}). Le rôle du juge ne consiste donc pas à assister à un exposé des droits respectifs des parties, et à se borner à enregistrer leurs déclarations, il doit en outre provoquer leurs dires ; il peut, par conséquent, et ceci l'apparente au juge d'instruction, poser les questions qu'il estime utiles afin de provoquer les réponses qui lui paraissent nécessaires. Son rôle, par conséquent, est excessivement important : s'il le veut, il

peut, dès le début de l'instance, lui imprimer la direction qui lui semble la plus conforme à l'équité.

Les réponses des parties et l'exposé oral de leurs prétentions sont consignées par le juge dans le dossier qu'il a à sa disposition. En dehors de cette discussion orale et pour permettre aux parties de préciser d'une façon plus absolue leurs prétentions, l'article 35 les autorise « à déposer toutes conclusions ou mémoires » et ce même article, sans pour cela instaurer une procédure écrite qui ne paraît pas entrer dans l'esprit du Code de 1910, permet au juge « en tout état de cause » de « provoquer une réponse écrite de la partie ou de son mandataire sur les points précisés par lui et jugés nécessaires à l'instruction du procès ou demander toutes productions de pièces ».

Cette disposition renforce les pouvoirs du juge tout en maintenant les droits des parties : elle permet, en effet, au juge de faire préciser par écrit les points qui ne lui auraient paru qu'imparfaitement exprimés à l'audience qu'il a tenue. Mais, en aucun cas, cette procédure écrite ne saurait se substituer à la procédure orale et (article 35), la comparution personnelle des parties est obligatoire lorsque le juge l'exige. Le projet de 1894¹ avait soigneusement réglementé la comparution personnelle des parties : les commissaires avaient estimé que le principe de l'oralité de la procédure devait, s'il était conservé, être appliqué strictement et qu'il était difficile au juge de se faire une conviction personnelle s'il n'avait pas entendu les parties elles-mêmes. Les commissaires n'avaient pas hésité à remplacer le titre de l'interrogatoire sur faits et articles par un titre nouveau, d'ailleurs soigneusement réglementé : celui de la comparution

1. Cf., Introduction, p. 2.

des parties en personne. Et la sanction de ce refus de comparaître était grave, puisqu'il valait commencement de preuve par écrit et rendait admissible la preuve testimoniale.

Sans aller jusqu'à sanctionner aussi strictement le refus pur et simple de comparaître, l'article 35, alinéa 2, décide : « qu'en cas de non-comparution de l'un quelconque des demandeurs ou défendeurs, le juge instruit néanmoins l'affaire au vu des pièces produites par les parties présentes. C'est là une sanction moins rigoureuse si l'on ne considère que l'intérêt des parties, que celles que prévoyait le projet de 1894, mais autrement efficace si l'on envisage la rapidité de la procédure. Le juge commis passe outre. La procédure n'est nullement entravée.

L'alinéa 2 de l'article 33 établit la troisième fonction du juge commis. « Il entend ou fait entendre les témoins, ordonne les enquêtes, les expertises ou les transports sur lieu ». Cette disposition est complétée par celles contenues dans les §§ 2 et 3 de cette première section qui traitent des enquêtes et des expertises.

Le juge commis entend les témoins : il en résulte par conséquent que l'enquête a lieu devant lui. Ici encore il y a grande ressemblance entre le juge commis et le juge d'instruction. Il ne semble cependant pas qu'il y ait lieu d'approuver sans réserve une telle disposition. L'enquête, l'audition des témoins est le moyen de preuve qui est de nature à entraîner et à fixer le plus sûrement l'issue du procès. Il paraît donc y avoir intérêt, d'une façon générale, à ce qu'elle ait lieu devant les juges qui doivent décider de l'affaire, plutôt que devant le seul juge commis. On ne peut, en effet, se convaincre des résultats

d'une enquête qu'à la condition d'avoir soi-même entendu les témoins : et l'enquête doit être faite devant le tribunal entier qui n'aura en effet qu'un écho imparfait des déclarations des témoins. La lecture du procès-verbal qu'aura rédigé le juge ne pourra remplacer, quelle qu'excellente qu'en puisse être la rédaction, l'impression toute individuelle qui se dégage de l'audition d'un témoin et n'éclairera qu'imparfaitement le tribunal.

Quoiqu'il en soit les règles établies par le Code de 1910 sur ce point confèrent au juge des pouvoirs considérables.

Aux termes de l'article 41, en effet, « le juge commis peut, lorsqu'il le croit utile à la manifestation de la vérité, ordonner d'office la preuve par témoins dans les cas où la loi l'autorise ». Les règles de l'enquête sont traitées par les articles 41 à 51. Elles sont, si on les compare à celles du Code de 1806 qui consacre à cette matière 43 articles, excessivement succinctes. Le législateur tunisien, laissant au juge la direction la plus absolue de l'instance, n'a pas été outre mesure préoccupé par la crainte de la subornation des témoins qui paraît être la raison de la complexité des forces et délais qui sont édictés par les articles 252 et suivants du Code de Procédure civile.

L'enquête n'est donc pas ordonnée par le tribunal. Elles l'est par le juge commis, et la partie qui désire administrer une preuve par témoin doit s'y faire autoriser par ordonnance du juge commis. Il n'est donc pas distingué entre l'interlocutoire et le préparatoire.

Art. 42 : « En cas de difficulté sur l'admissibilité de la preuve, le juge commis renvoie les parties devant le tribunal qui statue sur l'incident par un jugement dont

appel ne peut être interjeté qu'après jugement du fond si celui-ci est lui-même susceptible d'appel ». Un emploi abusif des voies de recours ne pourra donc pas se produire. Nous verrons d'ailleurs, en étudiant la quatrième fonction du juge commis, que d'une façon générale il est statué de la même façon que sur les difficultés soulevées à propos d'une enquête sur celles qui peuvent se produire au cours de l'instruction : le juge renvoie devant le tribunal, et le tribunal statue sans appel possible jusqu'au jugement sur le fond (articles 37 et 38).

De même que le juge commis peut ordonner une enquête, de même aux termes de l'article 52, al. 1, il peut ordonner d'office une expertise.

« **Article 52**, al. 1. — Le juge commis qui reconnaît l'utilité d'une expertise peut l'ordonner soit d'office, soit à la demande des parties ».

A défaut d'entente entre les parties sur le choix de l'expert, le juge le désigne et lui trace sa mission pour l'ordonnance exécutoire par provision, nonobstant toute contestation.

Le tribunal n'intervient donc pas pour ordonner une expertise, cependant Art. 53 : « Toutes difficultés sur l'utilité d'une expertise ou d'une contre-expertise sont tranchées par le tribunal qui statue sur l'incident et en même temps que sur le fonds, s'il y a lieu ». Le rôle du tribunal, aux termes de cet article, paraît donc être une mission de contrôle. Bien que le texte ne l'exprime pas, il semble que la procédure que devra employer le juge sera la même que celle de l'article 42 : le juge renverra les parties devant le tribunal et celui-ci statuera et ceci en même temps que sur le fonds, ce qui ici, encore, limitera l'emploi des voies de recours qui ne pourront être dirigées que contre le jugement sur le fond.

L'article 52 alinéa 2, laisse aux parties le soin de désigner l'expert mais « à défaut d'entente sur le choix de l'expert, le juge le désigne et lui trace sa mission par l'ordonnance exécutoire par provision, nonobstant toute contestation ».

La quatrième fonction du juge commis est celle que lui attribue l'article 36 qui lui reconnaît un rôle de conciliateur.

Sans autre précision, l'article 36 établit qu'« en cas de conciliation ou de transaction intervenue entre les parties, le juge commis dresse procès-verbal relatant les conditions de l'arrangement et les conventions intervenues. Ce procès-verbal est signé par les parties ou mentionne qu'elles n'ont pu signer ; il est ensuite soumis à l'homologation du tribunal ».

On peut déduire de cet article que tout au long de l'instruction le juge commis peut et doit essayer de concilier les parties afin d'éviter leur renvoi devant le tribunal. Cependant le juge commis doit de toutes les façons tenir le tribunal au courant des suites données à son instruction. Il ne peut, comme le fait le juge chargé de suivre la procédure, se contenter de dresser le procès-verbal de conciliation. Ce procès-verbal doit, en outre, être soumis à l'homologation du tribunal. Le tribunal garde donc un pouvoir d'appréciation et c'est lui qui confère au procès-verbal de conciliation le caractère exécutoire.

Les articles 37 et 38 limitent les pouvoirs du juge commis relatifs à certaines exceptions soulevées par les parties au début ou au cours de l'instruction, et qui sont de nature à en retarder la marche.

« **Article 37.** — Si incidemment à l'action principale, une des parties inscrit en faux, dénie l'écriture ou prétend

ne pas la reconnaître, le juge consigne dans son procès-verbal, les moyens produits à l'appui de ses prétentions et les réponses de la partie adverse. Il parafe, le cas échéant, la pièce incriminée, et communique son dossier au tribunal aux fins d'être autorisé à surseoir, à informer ou à passer outre. Cette décision du tribunal n'est pas susceptible d'appel avant le jugement sur le fond ».

Le juge commis, lorsqu'une partie s'incrit en faux, ou lorsqu'il y a contestation d'écriture, réunit lui-même les moyens apportés par les parties à l'appui de leurs dires et les transmet au tribunal dont il attend la décision pour savoir s'il doit continuer ou non son instruction. Notons que la procédure de l'inscription de faux, qui n'est pas décrite par le Code tunsien d'une façon aussi détaillée que par le Code de 1806, ne nécessite pas trois jugements particuliers, mais une seule décision du tribunal, décision qui n'est pas susceptible d'appel avant le jugement sur le fond.

L'article 38 place de même le juge commis en face d'une partie soulevant une exception de litispendance ou de connexité. Là encore, le juge, qui n'est pas une juridiction, qui a bien plus l'*imperium* que la *juridictio*, après avoir réuni les pièces nécessaires, renvoie les parties devant le tribunal qui statuera : ici non plus, pas d'appel possible avant le jugement sur le fond.

L'article 40 trace enfin la dernière fonction du juge commis, celle qui est l'aboutissement de son activité.

« **Article 40.** — Le juge commis n'émet aucun avis sur la solution que comporte l'affaire lorsqu'il estime que l'affaire est en état. Il en transmet le dossier au président qui la renvoie à l'audience, si la procédure préparatoire lui paraît complète ; dans le cas contraire il ordonne un

supplément d'information en en spécifiant l'objet ».

L'article 40 fixe l'attitude générale que doit avoir le juge au cours de l'instruction : il doit être de la plus grande impartialité et se contenter de mettre l'affaire en état en rassemblant les preuves, en constituant un dossier d'instruction dont le tribunal prendra connaissance. L'instruction du juge est sans doute faite de sa propre autorité : cependant elle est soumise à celle du président du tribunal au moment où le juge l'ayant terminée, transmet au président le dossier qu'il a constitué. C'est alors le président qui décide et qui peut soit envoyer l'affaire à l'audience, si elle lui paraît suffisamment instruite, soit la renvoyer à nouveau au juge commis en lui spécifiant le point sur lequel il devra instruire. Le président ordonne alors un supplément d'information. Le président exerce donc, en définitive, un contrôle supérieur de l'instruction et son autorité permet de ne soumettre au tribunal que des affaires convenablement et consciencieusement instruites.

Le décret beylical du 20 décembre 1910 a ainsi créé, sous le nom de juge commis, un véritable juge directeur de la procédure. Alors que la procédure civile du Dahir de 1913 pouvait être justement comparée à la procédure administrative de la loi du 22 juillet 1889 en raison de son caractère écrit et du rôle prépondérant du juge, il apparaît que le décret beylical a créé un véritable juge d'instruction civil. La procédure, en y conservant ses caractères oraux, contradictoires et publics, est divisée en deux parties nettement distinguées : l'instruction proprement dite qui se déroule devant le seul juge commis, l'instruction à l'audience qui a lieu devant le tribunal. Si, comme nous l'exprimions au début de ce chapitre, le Code tunisien de Procédure civile n'est pas à

l'abri de toutes critiques et s'il contient des règles contestables « il en est de très heureuses et qu'on souhaiterait de voir admettre en France »¹. « La direction de l'instance et « l'instruction du procès ne sont pas abandonnés aux « parties et à leurs mandataires ; c'est au juge que la loi « les confie. Là est le principe essentiel de toute bonne « procédure. Le système suivi dans notre Code de Procédure « dure qui confie aux plaideurs et à leurs mandataires « la direction de l'instance et de l'instruction a vraiment « fait faillite ; il augmente dans des proportions considérables la durée, les complications et les frais des procès. « C'est au juge chargé de rendre la justice et non aux « plaideurs ou à leurs mandataires à diriger l'instance et « l'instruction : la procédure civile doit être rapprochée de « la procédure administrative et même, sur certains points, « de la procédure criminelle ; il n'y a pas de raisons sérieuses pour que les procédés destinés à rechercher la vérité « soient très différents devant les divers tribunaux ; la « procédure civile appartient plutôt au droit public qu'au « droit privé »².

1. Tissier, *Revue algérienne*, article cité.

2. Tissier, *Revue algérienne*, article cité.

CONCLUSION

Le décret-loi du 30 octobre 1935 à l'étude duquel nous nous sommes attaché revêt une importance considérable. Si l'on songe en effet, qu'aucune réforme ne fut jamais plus ardemment souhaitée ni plus réclamée que celle de la procédure et si l'on tient compte de l'origine même du Code de Procédure civile qui doit être recherchée dans l'ordonnance de 1667, on se doit de reconnaître l'intérêt historique incontestable de la réforme du 30 octobre.

Toutes les commissions qui ont travaillé à la réforme du Code de Procédure civile ont toujours considéré que les pouvoirs respectifs des juges et des parties devaient dominer leurs travaux. Vers quelque législation européenne que l'on se tourne une constatation s'impose : seule la législation française, source pourtant de bien des législations étrangères, n'a pas adopté des règles de procédure à son droit positif. Comment admettre que des règles de droit datant de près de trois siècles puissent encore servir à juger des rapports de droit fondés sur des textes nouvellement créés.

Et l'on remarque, en outre, que la plupart des législations qui ont adopté les principes directeurs du Code français de Procédure civile, principe de l'oralité, principe de la contradiction, de la publicité des débats, se sont écartées de notre législation sur ce point capital : la libre direction de l'instance par les parties.

L'Allemagne, dont nous avons étudié la procédure aujourd'hui encore en vigueur en Alsace-Lorraine est un des rares pays d'Europe qui, ayant largement subi l'influence de notre code en a adopté les principes dans leur intégrité. Le législateur allemand, se séparant des principes de la loi prussienne, n'a point hésité à confier aux parties la libre direction du procès. Mais ce principe, nous l'avons vu, n'a pas été appliqué d'une façon aussi absolue qu'en France et le législateur allemand n'a pas entendu le pousser jusqu'aux exagérations admises par le Code de 1806.

Le Code de Procédure civile autrichien de 1895, adoptant le principe de l'oralité de la publicité, de la libre conviction du juge, a résolument écarté celui de la libre direction de l'instance par les parties et a développé dans toute son ampleur, le principe de la direction la plus absolue du procès par le juge : « L'exposé des motifs
« indique qu'il est nécessaire d'assurer l'exécution des
« lois de la procédure et d'empêcher les modifications
« arbitraires que les plaideurs cherchent toujours à
« apporter à leur application ; si on laisse aux parties
« le pouvoir de prolonger les délais et de demander des
« remises d'audience sans nécessité absolue, les abus
« renaîtront : il faut bien se rappeler que la remise d'un
« procès quand il doit être jugé à une audience déter-
« minée n'a pas un effet restreint à ce procès, elle
« entraîne un trouble général de la justice... L'Autriche
« paraît bien être au premier rang des pays civilisés
« en ce qui concerne l'abréviation des procès. Les juris-
« tes vantent beaucoup les réformes réalisées en 1895.
« Quand au pouvoir du juge et surtout quant au droit
« qui lui est donné de concentrer tous les débats du

« procès, ils affirment qu'ils ont la meilleure procédure
« du continent »¹.

La Suisse, la Belgique et l'Angleterre, tendent aussi, dans leurs lois sur la procédure, à donner au magistrat et non aux parties le pouvoir de diriger l'instance.

En dehors même des pays étrangers, la France, nous l'avons vu, a créé au Maroc et en Tunisie d'excellentes lois de procédure civile qui reposent toutes les deux sur le principe de la libre direction du procès par le juge.

Les rédacteurs du décret loi du 30 octobre, ont adopté un système intermédiaire entre celui du Code de 1806 et ceux des codes qui font du juge le directeur de l'instance. Tout en considérant que la procédure de 1806 était surannée, ils n'ont pas entendu en modifier les principes directeurs. Ceci apparaît à la lecture des circulaires² et à celle de l'exposé des motifs³ qui s'exprime ainsi : « Sans
« doute pourrait-il paraître imprudent de bouleverser
« des règles traditionnelles qui puisent souvent leur effi-
« cacité dans la force même de leur tradition. La révi-
« sion du Code de Procédure civile constitue une œuvre
« de longue haleine et suppose avant tout l'adaptation
« patiente et minutieuse des textes anciens aux besoins
« nouveaux. Sans négliger ce point de vue et sans pré-
« tendre transformer la nature de notre procédure ou en
« méconnaître les principes constants, il a paru au
« Gouvernement que l'œuvre générale de redressement
« et d'assainissement économique entreprise par lui

1. Cf., Tissier, *Revue trimestrielle de Droit civil*, p. 649 et suiv. « Analyse du Code de Procédure civile autrichien ».

D'après une statistique publiée par Tissier en note, pp. 650 en 1900, devant les Tribunaux de Première instance, 54 % des procès contradictoires étaient jugés avant 3 mois ; 11 % seulement duraient plus de 6 mois (Rapport de M. Heinitz au Congrès de 1902).

2. Cf., appendice.

3. Cf., *J.O.*, 31 octobre 1935, p. 11.458 et 11.459.

« rendait indispensable un certain nombre de mesures
« urgentes destinées à porter remède aux défauts les
« plus criants et aux abus les plus certains d'un forma-
« lisme surannée ».

« L'article 2 modifie l'instruction des affaires en
« prescrivant la création d'un dossier spécial pour chacune
« d'elles et la désignation d'un juge chargé de suivre la
« procédure. Sans aucunement diriger la marche d'un
« procès, ce magistrat aura la possibilité d'en contrôler
« le développement ; il pourra ordonner des mesures
« d'instruction et statuer sur certaines exceptions sou-
« levées par les plaideurs et à l'ouverture des débats,
« présentera un rapport sommaire sur les prétentions et
« les moyens des parties. Ces mesures permettront d'évi-
« ter des complications inutiles et d'assurer l'expédition
« des affaires plus rapidement et à de moindre frais »,

Le rôle du juge a donc été limité par le législateur à celui d'un simple surveillant de la procédure. On peut craindre que, dans la pratique, les parties puissent, en tenant compte de l'indifférence du magistrat, reprendre la plus entière direction du procès. Il ne faut pas se dissimuler que les effets du décret-loi seront fonction de la fermeté de ceux qui seront chargés de l'appliquer. « Toutes les réformes de la procédure seront vaines », a écrit Tissier ¹, « si elles ne trouvent pas les magistrats fermement décidés à en exiger l'application et à briser la résistance de ceux dont les intérêts sont atteints, ou les habitudes contrariées ».

C'est qu'en effet, la réforme de la procédure ne peut pas être séparée d'une réforme générale de l'administration judiciaire toute entière. Puisse le législateur s'engager hardiment dans cette voie et, donner au juge

des pouvoirs étendus et abandonner définitivement ce principe de la libre direction de l'instance par les parties, source principale des frais et des lenteurs de la justice.

Vu, le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu, le Président de la Thèse,
H. SOLUS.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

Appendice

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

A Monsieur le :

Premier Président de la Cour d'appel,
Procureur Général près la Cour d'appel.

Ma circulaire du 20 novembre a déjà précisé le sens et la portée générale du décret du 30 octobre 1935, modifiant divers articles du Code de Procédure civile. Ainsi éclairé, ce décret ne paraît devoir soulever aucune difficulté sérieuse d'interprétation.

Le titre II, relatif à l'instruction des affaires, contient des innovations relatives, d'une part, au magistrat chargé de suivre la procédure et, d'autre part, au rôle de greffier et à la constitution au Greffe d'un dossier pour chaque affaire. Ces dernières mesures font actuellement l'objet d'une étude spéciale de la part de la Chancellerie, et seront examinées, s'il en est besoin, dans une circulaire ultérieure.

Il résulte des principes généraux de notre droit, tels que je les ai rappelés dans ma circulaire du 20 novembre, que la désignation d'un juge chargé de suivre la procédure n'a pas eu pour objet de confier à ce magistrat la direction de l'instance, qui appartient, comme par le passé, aux parties elles-mêmes, ou à leurs représentants légaux. Le rôle du magistrat cependant ne saurait être purement passif et il importe pour réaliser le but recherché par le législateur, de ne pas méconnaître les fonctions nouvelles, qui lui sont assignées désormais par la loi.

La première de ces fonctions consiste à surveiller la procédure. Cette surveillance, destinée avant tout à éviter les retards injustifiés et à rendre plus rapide la marche des affaires, doit être de la part du magistrat, l'objet de soins particulièrement attentifs. La constitution au Greffe du dossier de procédure lui permettra d'être constamment au courant de la marche de l'affaire. Il lui appartiendra pour la suivre et pour l'activer, de faire preuve à la fois de vigilance et de fermeté. Il va de soi que rien ne s'oppose, notamment pour certains litiges particulièrement importants ou difficiles, à ce que le président du tribunal soit chargé en personne de suivre la procédure.

La seconde fonction du magistrat ainsi désignée consiste à ordonner des mesures d'information et à statuer sur l'exception de communication de pièces ou sur les demandes de provision *ad litem*. Il y a là une réforme très utile, et proposée du reste par presque tous les chefs de cours dans les suggestions qui leur avaient été demandées en vue d'une révision éventuelle du Code de 1806. L'article 82 *c*, respectueux des principes généraux sur la conduite de la procédure, rappelle que les mesures d'instruction ne pourront être ordonnées que sur la demande des parties et les avocats de celles-ci entendus ou appelés. Cette règle doit se combiner avec le rôle général du juge chargé de surveiller la marche de l'affaire, et j'estime qu'il sera du devoir du magistrat, toutes les fois qu'il l'estimera utile, de suggérer aux représentants des parties et à leurs avocats d'user, dans un but de célérité, de la faculté que leur reconnaît le décret du 30 octobre.

L'article 82 *c* prévoit que ces demandes seront portées à une audience tenue par le juge aux jours et heures qu'il indiquera. Il s'agit là d'une audience publique, tenue par le juge assisté de son greffier, et semblable à certains égards aux audiences de référé.

A l'expiration des délais prévus par le titre II, le président ou le juge chargé de suivre la procédure convoque les avoués des parties et les avocats qui l'auront demandé à l'effet de renvoyer l'affaire à l'audience. C'est là la 3^e fonction du magistrat désigné pour surveiller la marche du

apprécier en toute indépendance la suite qu'il convient de donner aux requêtes qui lui seront adressées par les plaideurs en vue d'être autorisées à assigner à bref délai.

Le texte nouveau ne porte pas davantage atteinte au rôle de l'avocat dans les dispositions qui accordent au juge les pouvoirs à l'effet de concilier les parties, d'ordonner des mesures d'instruction, ou de renvoyer les affaires à l'audience. L'article 82 *c* prend soin d'indiquer expressément que le juge pourra ordonner toute mesure d'information, « les avocats des parties entendus ou appelés ». Il faut, de même, décider que, lors de la tentative de conciliation en cours d'instance prévue par l'article 58 *bis*, les parties pourront toujours être assistées de leurs conseils. Enfin, lorsqu'il s'agira de fixer la date des débats, l'article 82 *d* prévoit que le juge convoquera les avoués de la cause et les avocats qui l'auront demandé. Le nom des avocats figurera, aux termes de l'article 82 *b*, sur le dossier de chaque affaire, où le greffier l'inscrira dès qu'il en aura connaissance. Lorsque le nom de l'avocat sera connu, j'estime que dans tous les cas où sera tenue une des audiences spéciales prévues par le décret, et particulièrement lorsqu'il s'agira de renvoyer l'affaire à l'audience, il sera du devoir du magistrat d'en faire aviser les conseils des parties, afin de leur permettre de remplir utilement leurs fonctions.

Le décret n'a pas eu d'autre but, en effet, que de renforcer l'action du personnel judiciaire. Il a été amené ainsi à préciser en plusieurs points le rôle de l'avocat, sur lequel le Code de 1806 était muet et qui, dans la procédure instaurée par le texte nouveaux doit rester celui que les membres du barreau ont illustré avec éclat, et dont ils se font un honneur de maintenir la tradition.

LÉON BÉRARD

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

A Monsieur le :

Premier Président de la Cour d'appel,
Procureur Général près la Cour d'appel.

Le décret du 30 octobre 1935, modifiant certains articles du Code de Procédure civile, va s'appliquer, à partir du 1^{er} décembre prochain, à toutes les instances nouvelles. Il importe d'en bien comprendre le sens et d'en mesurer la portée exacte.

En apportant certaines retouches aux dispositions de notre Code de Procédure civile, le Gouvernement n'a entendu ni modifier le caractère général de la procédure, ni porter atteinte au rôle traditionnel des magistrats ou des collaborateurs de la justice. Notre procédure présente depuis longtemps ce double caractère d'être dirigée par les parties elles-mêmes qui représentent leurs mandataires légaux, les avoués et d'aboutir à un débat oral et contradictoire au cours duquel va se former la conviction du juge. C'est par ce débat que se dégage la physionomie réelle du procès ; ce sont les plaidoiries qui doivent attirer l'attention des magistrats sur les points essentiels du litige. Le caractère oral de la procédure est, à cet égard, comme on l'a remarqué souvent, la garantie d'une bonne administration de la justice.

Le décret n'apporte aucune dérogation à ces principes. Les dispositions des articles 82 a et suivants n'ont aucunement pour objet de donner au juge chargé de suivre la procédure la direction du procès, ni de diminuer en quelque manière que ce soit l'importance du débat oral. Il en est ainsi notamment de l'article 82 b qui prévoit la constitution d'un dossier pour chaque affaire : loin de substituer au débat une procédure écrite, ces dispositions tendent à faciliter l'arrivée de l'affaire à l'audience, où les plaidoiries garderont, comme par le passé, leur importance primordiale. Le texte de ce même article vise la production de « notes jointes à l'appui s'il en est », mais il est éclairé par le paragraphe précédent qui exige le dépôt des conclusions des parties. Ces notes ne sauraient donc jamais être substituées aux conclusions ou pouvoir les compléter. Dans la pensée du législateur cette expression traditionnelle vise les notes passées après plaidoiries en cours de délibéré, et leur objet a déjà été précisé par ma circulaire du 27 février 1924. L'hésitation, sur ce point, est d'autant moins possible que le paragraphe suivant du texte nouveau est relatif à la copie des décisions prises par le juge chargé de suivre la procédure. Or, ces décisions, aux termes de l'article 82 nouveau, ne peuvent intervenir que les avocats des parties « entendus ou appelés ». Ce sont dès lors les notes en délibéré produites par ceux-ci qui, aux termes de la disposition nouvelle, devront être jointes au dossier.

La loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix dispense, dans son article 26, les avocats inscrits à un barreau et les avoués de présenter une procuration devant le juge de paix. Le texte a toujours été entendu comme s'appliquant également devant le magistrat cantonal siégeant comme juge conciliateur des procès soumis au tribunal de première instance. Il va de soi qu'il n'est aucunement dérogé à ce principe par l'article 53 du nouveau Code de procédure civile, tel qu'il résulte du décret.

De même, en ce qui concerne la conciliation, il y a lieu de remarquer que l'obligation imposée, par la nouvelle disposition de l'article 49 du Code de procédure civile, au président du tribunal civil de motiver expressément sa décision dispensant du préliminaire de conciliation certaines affaires, en raison de leur caractère d'urgence, ne saurait en rien porter atteinte au pouvoir souverain de ce magistrat qui continuera à

procès. J'ai, dans ma précédente circulaire, indiqué comment il devait comprendre le rôle que lui fixe l'article 82 d à l'égard des représentants et des conseils des parties. Le magistrat, dans l'application du texte, ne doit pas oublier que cette disposition a pour objet de permettre une plus rapide exécution des litiges mais aussi une meilleure administration de la justice. Il se peut qu'en fait telle affaire, pourtant réputée sommaire par la loi, soit susceptible de donner lieu à un débat important et ne puisse être renvoyée à la prochaine audience pour y être plaidée par observations. La connaissance que le juge a déjà acquise du dossier et les observations des avoués ou des avocats le mettront à même de donner à la procédure la suite la plus favorable aux intérêts des justiciables.

La dernière fonction du magistrat chargé de suivre le litige consiste, le jour de l'audience, à présenter un rapport sommaire sur l'objet de la demande, l'état de la procédure, les conclusions et les moyens des parties. Ce rapport, qui précède les plaidoiries a pour but, sans diminuer l'importance du débat oral, d'éclairer les juges sur la nature et l'objet du litige qu'ils ont à trancher. Il ne doit donc ni laisser apparaître l'opinion du magistrat, ni contenir une discussion des moyens invoqués par les plaideurs. Mais le juge servira utilement le désir de simplification qui a inspiré le législateur en retraçant les grandes lignes de la procédure, ou en relevant par exemple certains faits non contestés, et en permettant ainsi aux conseils des parties de faire porter l'effort de leur démonstration sur les points qui restent en discussion.

Aux termes de l'article 470, les règles établies pour les tribunaux de première instance sont observées devant les Cours d'appel. Toutes les innovations apportées par le décret à la procédure des tribunaux civils s'appliquent donc, sauf disposition expresse contraire, devant le second degré de juridiction. Le rôle du conseiller chargé de suivre la marche de l'affaire sera analogue à celui du magistrat de première instance, et devra en conséquence s'inspirer des principes qui viennent d'être rappelés.

La date d'application du décret, notamment en matière de voie de recours, a paru provoquer quelque hésitation. Les dispositions de l'article 10 sont cependant très nettes. Il appartiendra certes, à la jurisprudence seule de déterminer la portée de ce texte ; dans la pensée du rédacteur, cependant, il n'était susceptible de prêter à aucune discussion. La procédure nouvelle ne doit s'appliquer qu'aux procès intentés à partir du 1^{er} décembre 1935.

Sans doute, le texte a repris la formule de l'article 1041 du Code de Procédure civile, et l'on pourrait être tenté de se référer à l'avis du Conseil d'Etat du 10 février 1807 aux termes duquel on ne devait comprendre dans la classe des affaires antérieurement intentées ni les appels interjetés depuis le 1^{er} janvier 1807, ni les procédures d'exécution engagées depuis cette date.

Mais, outre que le texte de l'article 10 du décret n'est pas identique à celui de l'article 1051 du Code, il convient d'observer que la situation est, à tous égards, très différente. Le Code de 1806, abrogeait toute une législation dont la source principale était l'ordonnance de 1667. Le décret de 1935, au contraire, s'est borné à des retouches de détail qui ne modifient en rien les règles fondamentales de la procédure. Aussi l'expression de *procès intentés* qui pourrait prêter à discussion dans notre ancien droit en ce qui concerne l'instance d'appel est-elle aujourd'hui très claire : l'appel ne constitue pas une nouvelle instance, et n'est que la continuation de l'instance ancienne. Au surplus, l'interprétation du Conseil d'Etat, avait été fortement contestée par la doctrine. Il ne semble pas dès lors qu'elle doive être retenue dans les circonstances actuelles.

LÉON BÉRARD

BIBLIOGRAPHIE

I

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- GLASSON ET TISSIER — *Traité théorique et pratique d'organisation judiciaire de compétence et de procédure civile*
Tome II, 1926 (Recueil Sirey, édition revue par M. MOREL).
- GARSONNET ET CÉZAR-BRU. — *Traité théorique et pratique de procédure*
(Sirey, 1898-1094).
- CHÉRON ET MUHLEISSEN. — *Procédure locale d'Alsace et de Lorraine*
(Travaux de la Faculté de Droit et des Sciences Politiques de Strasbourg, tome I), Recueil Sirey, 1930.
- MOREL. — *Traité élémentaire de procédure civile*, Sirey, 1932.
- HAURIUO. — *Précis de Droit administratif et de Droit public*.
- GARRAUD. — *Précis de Droit criminel*, Sirey, 1927.

II

OUVRAGES SPÉCIAUX ET THÈSES

- GLASSON. — *Mélanges. Les sources de la procédure française*, 1882.
- MUNIER, (S.H.) JOLAIN. — *Nouveaux principes de procédure civile au Maroc* (thèse, Paris, 1919).
- PETITPAS (André). — *La procédure de Droit commun devant les juridictions françaises du Maroc*, thèse, Rennes, 1934.

III

ARTICLES DE REVUES

- GARSONNET. — *Mélanges* (mars 1887. Commission de révision du Code de Procédure civile). Faculté de Droit de Paris.
- TISSIER (Albert). — *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1906 (Variété : « Le centenaire du Code de procédure et les projets de réforme »).
- *Revue algérienne*, 1911.
- LEREBOURG-PIGEONNIÈRE (Paul). — *Revue trimestrielle de droit civil IV*, (Organisation judiciaire), (Loi du 27 avril 1906).
- SOLUS (Henry). — *Le Temps*, 12 décembre 1933, « Les décrets-lois. La réforme de la procédure civile ».
- *Revue des Vivants*, mai 1935.

IV

*BIBLIOTHÈQUE DE L'OFFICE DE LÉGISLATION ÉTRANGÈRE
ET DE DROIT INTERNATIONAL*

- NAL (1922). — *Organisation politique et administrative et législation de l'Alsace-Lorraine*, 2^e partie. Texte législatif traduit et annoté, t. IV, GLASSON, LECERLIN et DARESTE (F.R.). — *Code de Procédure civile pour l'Empire d'Allemagne*, 30 janvier 1877 (Imprimerie Nationale, 1887. Bibliothèque de la Faculté de Droit de Paris).
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
DIVISION	4
 TITRE PREMIER	 7
<i>Chapitre premier.</i> — Première fonction du juge chargé de suivre la procédure : surveiller la procédure	8
<i>Chapitre II.</i> — Deuxième fonction du juge chargé de suivre la procédure : ordonner des mesures d'information et statuer sur l'exception de communications de pièces ou sur les de- mandes de provision <i>ad litem</i>	16
<i>Chapitre III.</i> — Troisième fonction du juge chargé de suivre la procédure : la tentative de conciliation	24
<i>Chapitre IV.</i> — Quatrième fonction du juge chargé de suivre la procédure : renvoi de l'affaire à l'audience	28
<i>Chapitre V.</i> — Cinquième fonction du juge chargé de suivre la procédure : le rapport	33
<i>Conclusion</i>	35
 TITRE II	 39
<i>Chapitre premier.</i> — L'Alsace-Lorraine	40
<i>Chapitre II.</i> — Le Maroc	48
<i>Chapitre III.</i> — La Tunisie	63
 CONCLUSION	 76
 APPENDICE	 81
Circulaire du 29 novembre 1935	83
Circulaire du 30 novembre 1935	85
 BIBLIOGRAPHIE	 87
 TABLE DES MATIERES	 89

